

F. 95 — 2468 et F. 95 — 2469

[S - C - 29323]

**Arrêtés du Gouvernement de la Communauté française
portant statut et statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

I. Présentation générale

L'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent en exécutant l'article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a rendu effectif le principe d'autonomie de chacun des Gouvernements en matière de statut de leurs agents.

La mise en oeuvre de cette autonomie s'accompagne de l'obligation pour chacun desdits Gouvernements de procéder à la révision générale des barèmes de leurs agents conformément aux accords intervenus dans le cadre de la convention intersectorielle 1991-1994.

La Communauté française a choisi de mener les deux opérations de concert afin de redéfinir fondamentalement les règles de déroulement des carrières tant au plan administratif qu'au plan pécuniaire.

Les lignes de force du nouveau statut peuvent être synthétisées comme suit :

— Simplification maximale de la gestion par la limitation importante du nombre de grades et de rangs. Ainsi le nombre de rangs est désormais limité à 18 au lieu de 28. Le nombre de grades passera, lui, en régime organique de 317 à 24.

— Uniformisation et lisibilité du déroulement des carrières qui, dans chaque niveau sont, désormais, constituées d'une seule carrière plane à la fois administrative et pécuniaire et d'un seul grade de promotion à pourvoir par avancement de grade. La carrière des fonctionnaires généraux subit une mutation importante par l'instauration d'une période probatoire pour la nomination au rang 15.

— Instauration d'un système souple de définition des attributions des fonctionnaires généraux des rangs 15 et 16.

— Recentrage du statut administratif sur un objectif de fonctionnement et d'efficacité du Service public. Ainsi l'évaluation de l'agent doit être considérée également comme un outil de gestion des services. De même, le statut impose aux plus hauts responsables de l'administration des obligations précises en matière d'objectifs à atteindre et de mode de gestion et de fonctionnement des services dont ils ont la charge.

A ces lignes de force, se sont ajoutés des objectifs directement liés à une gestion efficace des services, ainsi :

— Le nouveau statut tient compte de l'informatisation croissante des services. Le schéma des carrières et la structure des échelles de traitement permettent une automatisation très poussée de la gestion du personnel.

— Le nouveau statut permet une maîtrise totale de l'évolution des budgets consacrés au paiement du personnel. En effet, la quasi-généralisation de la carrière plane et de la progression pécuniaire à l'ancienneté de niveau permet de mesurer parfaitement l'évolution des besoins budgétaires compte tenu de l'ancienneté des agents.

— L'introduction d'un nombre limité de grades génériques permet une globalisation importante des cadres et, de ce fait une très grande souplesse de gestion. L'autorité amenée à procéder à des recrutements pourra déterminer, compte tenu de ses besoins, les diplômes et qualifications exigés des candidats. Ces diplômes et qualifications pourront être différents pour un même grade.

— La souplesse de gestion se trouve également accrue par l'obligation qui est faite de globaliser les emplois des cadres des Services du Gouvernement.

Si le statut comporte des nouveautés importantes susceptibles d'engendrer un changement d'esprit en profondeur dans la gestion des services et des agents, il n'en garde pas moins des pans entiers hérités du statut des agents de l'Etat du 2 octobre 1937.

Outre ce qui est imposé par l'arrêté de principes généraux, le statut garde l'essentiel des dispositions relatives au régime disciplinaire, aux congés et aux positions administratives. De plus, des notions comme celles de maître de stage ou de Chambre de recours sont maintenues même si leur contenu a évolué. Cette méthode devrait permettre une adaptation aisée et rapide de l'administration à son nouveau statut.

Malgré le fait que la réforme administrative et pécuniaire forme un ensemble indissociable, il a été jugé préférable de maintenir la coexistence de deux textes distincts, l'un portant le statut administratif, l'autre le statut pécuniaire. Cette méthode comporte le précieux avantage de ne pas alourdir outre mesure les textes et d'assurer, au fil du temps, une coordination plus aisée de chacun de ces textes appelés à évoluer à des rythmes différents.

Les deux projets ont été soumis au Conseil d'Etat et modifiés pour tenir compte des remarques de cette Haute Juridiction.

II. Le statut administratif

A. Commentaire général

Le statut administratif comporte 14 titres recouvrant l'ensemble des aspects de la vie administrative des agents des Services du Gouvernement. Ce texte procède de l'arrêté royal de principes généraux dont, dans un souci de cohérence légistique, il a été jugé préférable de ne pas reproduire les dispositions dans le statut.

Il convient également de souligner que le statut contient des dispositions qui, sous l'empire de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, faisaient l'objet d'arrêtés distincts, telles, par exemple, les dispositions relatives à la carrière, au classement hiérarchique des grades et à l'évaluation.

B. Commentaire des articles

1. L'article 1er définit le champ d'application du statut. La qualité d'agent est reconnue à tout membre du personnel qui est occupé à titre définitif au sein des Services du Gouvernement. Dans un souci de lisibilité, cette formule a été jugée préférable à la féminisation systématique des notions contenues dans le statut. L'intitulé des nouveaux grades a, lui, été féminisé. Le personnel scientifique des Etablissements scientifiques conserve son statut propre comme c'était le cas auparavant.

2. L'article 2 fixe les nouvelles dénominations des grades et répartit ceux-ci en rangs et en catégories.

Comme dit plus haut, trois rangs sont créés pour chacun des niveaux, à savoir un rang de recrutement, un rang de principalat atteint en carrière plane et un rang de promotion qui est atteint par avancement de grade.

Au niveau 1, trois rangs de promotion à pourvoir par avancement de grade sont, en outre, créés pour la catégorie des fonctionnaires généraux.

A chaque catégorie correspond un degré de spécialisation déterminé au recrutement, sauf en ce qui concerne les fonctionnaires généraux qui constituent une catégorie spécifique.

3. L'article 3 réserve au Gouvernement la nomination des fonctionnaires généraux.

4. L'article 4 définit la procédure de modification du statut.

5. L'article 5 impose aux plus hauts responsables de l'administration des obligations spécifiques en matière de gestion des membres du personnel et des services. Ces obligations peuvent être synthétisées en termes de qualité et d'efficacité du Service public ainsi que d'écoute et de motivation des membres du personnel.

6. L'article 6 définit la catégorie des fonctionnaires généraux laquelle reste constituée, comme par le passé, des agents des rangs 17, 16 et 15.

7. L'article 7 définit les attributions du Secrétaire général qui, outre les compétences qu'il exerce sur ses services propres, coordonne et assure l'unité de gestion de l'ensemble du Ministère.

Les autres fonctionnaires généraux exercent leurs compétences sur les services qui leur sont confiés ainsi qu'il est dit à l'article 8. Toutefois, certains fonctionnaires généraux du rang 15 peuvent être directement adjoint à un fonctionnaire général de rang supérieur sans avoir compétence sur un service général.

8. L'article 9 consacre l'affectation des fonctionnaires généraux des rangs 15 et 16 en un pool. Sont exclus de ce pool les administrateurs généraux et les fonctionnaires du rang 15 qui sont adjoints à un fonctionnaire général. Dans un souci de grande souplesse dans l'utilisation des compétences, les attributions des fonctionnaires généraux du pool sont définies par le Gouvernement pour un terme de 3 ou de 5 ans.

Cette exigence de multidisciplinarité justifie l'octroi d'une allocation de management dont le montant, défini par le statut pécuniaire, égale un quart de la différence entre le montant de base de l'échelle 150/1 (Directeur général adjoint) et de l'échelle 120/1 (Directeur). Compte tenu, des exigences du plan de modération salariale, cette disposition n'entrera en vigueur que le 1er janvier 1997 (voir art.133).

9. L'article 10 impose qu'un agent candidat à une nomination à un grade du rang 15 dont l'emploi est inscrit dans le pool, ait, au minimum exercé deux attributions différentes au cours de la période probatoire qui lui est imposée (cf. infra).

10. L'article 11 détermine, dans le respect des principes généraux, la composition et le mode de fonctionnement du Conseil de Direction. Le Conseil de direction est composé des fonctionnaires des rangs 15, 16 et 17.

Les agents en période probatoire y siègent sans voix délibérative.

11. L'article 12 confie à un Collège restreint composé du Secrétaire général et des administrateurs généraux le règlement des conflits d'attribution internes au Ministère.

12. L'article 13 maintient le régime existant d'incompatibilité.

13. L'article 14 détermine la mesure dans laquelle sont autorisés certains cumuls d'activité.

14. L'article 16 règle les modalités de déclaration de vacance des emplois de recrutement.

Cet article pose le principe de l'accès au rang le moins élevé de chacun des niveaux, par recrutement.

15. L'article 17 reproduit les termes de l'article 18 du statut du 2 octobre 1937 tel qu'il avait été modifié en ce qui concerne les Services du Gouvernement.

16. Dans un souci d'information complète des nouveaux agents, l'article 18 pose le principe de l'accueil préalable des candidats au stage.

17. L'article 19, § 1er, n'appelle aucun commentaire.

18. L'article 19, § 2, prévoit l'affectation du stagiaire au Service général de la Fonction publique et sa mise à disposition de l'administration auprès de laquelle il effectue son stage. Cette solution permet à l'autorité et au stagiaire de déterminer, avec une grande souplesse, l'emploi dans lequel le stagiaire pourra au mieux faire preuve de ses capacités. De plus, la mise à disposition peut être modifiée, si besoin, en cours de stage.

19. L'article 20 fixe la durée du stage pour les différents niveaux. Il est apparu nécessaire, dans le but d'assurer une formation effective, de faire passer cette durée de trois à quatre mois pour le niveau 4, trois mois à six mois pour le niveau 3 et à neuf mois pour le niveau 2+.

20. Les articles 21 et 22 reproduisent des dispositions existantes qui n'appellent aucun commentaire.

21. L'article 23 crée, pour les stagiaires des niveaux 1 et 2+ un Collège de stage sous la maîtrise duquel seront accomplis les stages des candidats de ces niveaux.

Pour les stagiaires des autres niveaux, le principe de la collégialité de la maîtrise du stage est confirmé. Le supérieur hiérarchique immédiat est appelé à évaluer le stagiaire dans son travail quotidien; le maître de stage assure cette évaluation dans le cadre des activités propres au stage et pour l'ensemble des Services du Gouvernement.

22. L'article 24 doit permettre de hausser les exigences de formation des stagiaires. En outre, il étend l'obligation de la rédaction d'un travail écrit déterminé en fonction des catégories fonctionnelles auxquelles appartiennent les stagiaires du niveau 2+.

23. L'article 25 fixe le nombre de rapport de stage à un par trimestre. Le stagiaire est, lui-même appelé à émettre un avis sur ce rapport et sur son stage même.

24. La décision finale appartient, selon l'article 26, au Collège ou aux agents appelés à évaluer le stage. Celui-ci ne peut être prolongé qu'une seule fois et, au maximum pour le tiers de sa durée.

25. L'article 27 organise les recours en cas de licenciement à l'issue du stage.

26. Les articles 28 à 30 n'appellent aucun commentaire particulier.

27. Le Titre VII traite de l'ancienneté. La notion de classement existant dans le statut du 2 octobre 1937 a été abandonnée. Compte tenu de la généralisation des carrières planes, l'ancienneté de niveau se substitue à l'ancienneté de grade comme première ancienneté en ordre d'importance afin de ne pas désavantager les agents nouvellement au grade de principalat par rapport à leurs collègues qui comptent une grande ancienneté dans le grade de recrutement.

28. L'article 38 constitue la disposition fondamentale du nouveau système de procédure par avancement de grade ou de changement de grade.

Chaque fonction correspondant à un emploi accessible par promotion par avancement de grade devra faire l'objet d'une description précise de sa nature et des conditions requises de la part des candidats éventuels.

Ces conditions proposées par le Conseil de direction et arrêtées par le Gouvernement peuvent, selon la nature de la fonction, comprendre des titres, des qualifications, de l'expérience utile, des formations spécifiques ou encore des épreuves de qualification.

Dans le but d'assurer la parfaite connaissance de ces exigences, les conditions qui auront été, avant leur adoption, concertées avec les Organisations syndicales, doivent être portées à la connaissance des candidats.

29. Le Conseil de direction est chargé de comparer les titres et mérites dont se prévalent les candidats aux conditions requises pour l'exercice de la fonction en cause (article 39).

30. L'article 40 assure aux candidats le droit d'être entendu en cas de désaccord avec les propositions du Conseil de direction.

31. L'article 41 définit les trois modes de promotion prévus par le statut.

32. L'article 43 unifie la procédure de dépôt des candidatures jusqu'ici prévue dans des arrêtés spécifiques à chacun des Ministères.

A noter que la date à laquelle les conditions de promotion doivent être remplies dans le chef des candidats est, désormais, la date fixée dans l'appel aux candidats.

33. Conformément aux principes généraux, les articles 44 et 45 prévoient l'organisation d'épreuves pour l'accès au niveau supérieur.

34. Les articles 46 et 47 fixent la procédure de promotion au grade de Secrétaire général. Cette procédure est inchangée hormis l'exigence d'un avis du Conseil de Direction.

L'article 48 en fait de même pour la promotion au grade de Directeur général.

35. L'article 49 définit deux modes de promotion à un grade du rang 15.

Le § 1er fixe les conditions de promotion dans un emploi de rang 15 lorsque ledit emploi n'est pas inscrit en "pool".

Le § 2 fixe les conditions de promotion dans les emplois du "pool". Les candidats sont désignés pour une période probatoire de trois ans selon la procédure applicable aux promotions.

36. Pendant la période probatoire, les candidats exercent l'ensemble des prérogatives liées à l'exercice d'une fonction de Directeur général adjoint sauf en ce qui concerne la participation au Conseil de direction qui n'est que consultative (cf. article 11).

37. Les candidats sont tenus de suivre un programme de formation pendant la période probatoire. Cette exigence justifie l'octroi d'une allocation de formation qui, aux termes de l'article 31 du statut pécuniaire est fixée au quart de la différence entre le montant de base de l'échelle 150/1 et le montant de base de l'échelle 120/1 (article 50).

Elle est, en conséquence identique à l'allocation de management prévue à l'article 9, § 2.

Cette allocation est maintenue pendant trois ans après le terme de la période probatoire que celle-ci ait été fructueuse ou non (sauf, évidemment, sanction disciplinaire ou évaluation réservée), afin de faciliter l'éventuel retour dans un emploi de rang 12 et de compenser, partiellement, l'exercice de la fonction du rang 15 avec maintien du traitement du rang 12.

L'agent en période probatoire bénéficie, en conséquence, de son échelle de rang 12 plus l'allocation de formation.

A l'issue de la période probatoire, il bénéficie :

— en cas de nomination de l'échelle de rang 15, plus l'allocation de management, plus l'allocation de formation pendant trois ans;

— en cas de non nomination, de l'échelle de rang 12, plus l'allocation de formation pendant trois ans.

Pour rappel, les dispositions relatives aux allocations n'entrent en vigueur que le 1er janvier 1997.

38. L'article 51 traite de l'évaluation de l'agent en période probatoire. Il reste soumis aux dispositions communes à tous les agents.

Cependant, les supérieurs hiérarchiques chargés de l'évaluation sont ceux sous l'autorité effective desquels l'agent est placé à l'attribution d'une mention réservée met fin de plein droit à la période probatoire.

39. Pendant la période probatoire, toute sanction à l'encontre de l'agent est prise par le Gouvernement et entraîne, de plein droit, la cessation de la période probatoire (article 52).

40. L'article 53 dispose que la période probatoire se conclut par un bilan élaboré par le Conseil de direction qui propose ou non de nommer l'agent dans le "pool".

Le candidat dispose, évidemment, du droit de se faire entendre en cas de désaccord.

41. Les articles 54 à 59 fixent les conditions de promotion aux autres rangs, à savoir : la promotion doit avoir lieu dans la même catégorie et le candidat doit compter, au moins, cinq ans d'ancienneté de niveau.

42. Les articles 60 à 65 organisent de manière uniforme pour tous les niveaux, la carrière plane du rang de recrutement au rang de principalat en quinze ans.

43. Les articles 66 à 68 organisent les procédures de changement de grade et de catégorie lesquelles sont identiques à la procédure de promotion par avancement de grade. Les changements de catégorie sont soumis à des conditions spécifiques d'aptitude et / ou de titres.

44. L'article 69 prévoit l'instauration par le Gouvernement d'un régime de mutation volontaire et d'un régime de mutation dans l'intérêt du service.

Vu la spécificité de leur fonction et de leur mode de promotion, les agents du rang 15 qui ne font pas partie du pool, ne peuvent muter volontairement.

45. L'article 70 n'appelle aucun commentaire particulier.

46. L'article 71 favorise la transparence des structures des Services du Gouvernement : La publication régulière d'un organigramme se trouve d'autant plus justifiée que la création de grades génériques et la détermination, à termes fixes, des attributions de certains fonctionnaires généraux peut avoir pour conséquence de faire évoluer souplement ces structures, jusqu'ici relativement rigides.

Telle est également la justification de l'article 72.

47. Le Titre IX reproduit les dispositions existantes en matière de positions administratives et n'appelle donc aucun commentaire particulier.

48. Le système d'évaluation mis en place par le Titre X du statut peut être résumé comme suit :

— les agents sont toujours, faute d'acte exprès, considérés comme étant titulaires d'une évaluation favorable (article 87);

— conformément aux principes généraux, l'évaluation est assurée par deux supérieurs hiérarchiques de rangs différents (article 88);

— l'agent qui ne donne pas satisfaction fait l'objet d'un rapport d'évaluation concluant à une mention réservée;

— cette mention doit être revue au plus tôt six mois et au plus tard un an après qu'elle soit devenue définitive;

— il ne peut y avoir qu'une seule mention réservée; si l'agent ne donne toujours pas satisfaction, il fera l'objet d'une évaluation défavorable (article 90);

— à tous les stades de la procédure, les droits de la défense sont assurés que ce soit par l'entretien préalable ou par les recours devant le Conseil de direction ou la Chambre de recours (article 89);

— toute modification, dans un sens favorable ou défavorable, de l'évaluation fait l'objet de la même procédure.

49. Les articles 91 à 93 fixent les conséquences de l'évaluation dans la carrière administrative et pécuniaire des agents.

Il convient de noter que la mention réservée n'emporte aucune conséquence sauf en ce qui concerne la possibilité d'obtenir une promotion (article 42).

Une première évaluation défavorable a pour conséquence immédiate la perte des périodes pendant lesquelles il a été évalué défavorablement dans le décompte de l'ancienneté de niveau (article 92). Pour l'agent titulaire d'un grade de recrutement, cette mesure empêche toute promotion en carrière plane et le retarde dans l'avancement de carrière.

Pour les titulaires d'un grade de promotion la conséquence d'une telle évaluation est la rétrogradation pécuniaire à l'échelle de traitement immédiatement inférieure (article 91).

L'attribution d'une seconde mention d'évaluation défavorable a pour conséquence la constatation de l'inaptitude professionnelle et, donc, la démission d'office de l'agent (article 93).

50. Les articles 94 à 98 adaptent les dispositions relatives à l'évaluation, aux fonctionnaires généraux.

Ainsi le rôle dévolu par les dispositions précitées aux supérieurs hiérarchiques est exercé :

— par le collège restreint du secrétaire général et des administrateurs généraux en ce qui concerne les directeurs généraux et directeurs généraux adjoints;

— par le Ministre ayant le personnel dans ses attributions et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) en ce qui concerne les administrateurs généraux;

— par le Gouvernement en ce qui concerne le secrétaire général.

51. La Chambre de recours des Fonctionnaires généraux est compétente pour les recours introduits dans le cadre de l'évaluation (article 97), sauf en ce qui concerne le Secrétaire général dont le recours s'exerce directement devant le Gouvernement.

52. L'article 99 fixe les peines encourues par les agents; celles-ci sont identiques à celles prévues par le statut du 2 octobre 1937 à l'exception du déplacement disciplinaire qui a été jugé inefficace, inadapté à la structure des Services du Gouvernement et malaisé à appliquer.

53. L'article 101 reproduit des dispositions antérieures.

54. L'article 102 désigne l'autorité appelée à prononcer les peines. Les deux plus graves doivent être prononcées par le Gouvernement.

55. L'article 103 décrit la procédure disciplinaire :

— La proposition initiale émane du supérieur immédiat titulaire d'un grade de rang 12 au moins.

— La proposition définitive est prononcée par le Conseil de direction lequel ne peut aggraver la proposition provisoire;

— l'agent dispose d'un droit de recours devant la Chambre de recours avant la décision. Cette Chambre ne peut aggraver la proposition définitive.

56. L'article 104 organise la radiation des peines disciplinaires.

57. L'article 105 reproduit des dispositions existantes.

58. L'article 106 pose le principe de l'unicité de la Chambre de recours. Cette formule présente l'avantage de concentrer le contentieux statutaire auprès d'un organe bien identifié et, donc, permet aux agents d'exercer aisément leurs droits de recours.

Seule la Chambre de recours des fonctionnaires généraux doit faire l'objet de dispositions spécifiques.

59. La Chambre de recours est composée de deux sections. Seule la présidence différencie celles-ci : conformément aux principes généraux, la section appelée à se prononcer en matière disciplinaire et d'évaluation est présidée par un magistrat. L'autre section est présidée par un fonctionnaire général (article 107).

A noter que cette seconde section est composée paritairement, le Président n'ayant pas voix délibérative en cas de recours formé dans le cadre des dispositions régissant le stage, conformément aux principes généraux.

La Chambre de recours est composée pour moitié d'assesseurs représentant le Gouvernement et pour moitié d'assesseurs représentant les Organisations syndicales siégeant au Comité de négociation du Secteur XVII.

60. L'article 108 reproduit des dispositions existantes.

61. L'article 109 prévoit le mode de récusation des assesseurs. Cette récusation ne doit pas être motivée; ce droit est cependant limité par l'impossibilité de récuser à la fois un assesseur et ses deux suppléants afin de permettre un fonctionnement correct de la Chambre de recours.

62. Les articles 110 à 116 reproduisent des dispositions existantes.

63. La Chambre de recours fixe son règlement de procédure lequel est commun aux deux sections afin de faciliter au maximum l'exercice des droits de la défense (article 117).

64. Le Titre XIII fixe les règles essentielles pour la confection des cadres des Services du Gouvernement :

— Les Ministères sont composés d'un Secrétariat général comprenant, en principe, des Services communs à l'ensemble du Ministère et d'Administrations générales compétentes pour des matières déterminées. Ces entités peuvent être divisées en Directions générales et en Services généraux.

— Les emplois du cadre sont globalisés au moins au niveau des Services généraux.

65. L'article 23, § 3, du statut prévoit une formation spécifique des maîtres de stage. Cette formation devant s'étendre sur une certaine période, l'article 121 prévoit la possibilité de désigner trois agents au maximum pour accomplir, à titre intérimaire, les fonctions de Maître de stage.

66. L'article 122 prévoit la poursuite des stages entamés sous l'empire du statut du 2 octobre 1937 selon les modalités et pour la durée en vigueur à la date d'admission au stage. Par contre, les nominations à titre définitif s'effectueront, dès l'entrée en vigueur du nouveau statut, dans les grades et selon les modalités fixés par celui-ci.

67. L'entrée en vigueur du nouveau statut rend obsolètes toutes les procédures de promotion en cours. Celles-ci devront être reprises, s'il y a lieu, selon la nouvelle procédure et pour les nouveaux grades (article 123).

68. L'article 124 transpose automatiquement les agents dans leurs nouveaux grades.

69. L'article 125 permet par dérogation aux dispositions du Titre VIII et à titre transitoire :

1° aux agents titulaires du grade de sous-chef de bureau d'avoir accès au grade de premier assistant en priorité sur les agents titulaires du grade d'assistant ou d'assistant principal. La réussite de l'examen de sous-chef de bureau sous l'empire de l'ancien statut est ainsi valorisée.

2° aux agents nommés à titre transitoire dans un grade du rang 22 ou du rang 27 en vertu des dispositions de l'article 124 d'être nommés respectivement par changement de grade au grade de premier assistant ou de premier gradué.

70. L'article 126 prévoit le maintien en vigueur à titre provisoire des dispositions relatives :

- aux positions administratives des stagiaires;
- à la suspension dans l'intérêt du service;
- à la position de non-activité;
- à la mise en disponibilité;
- au traitement d'attente;
- à la réaffectation.

71. L'article 127 permet, à titre transitoire, aux organes de recours existants de terminer l'examen des dossiers dont ils sont saisis.

72. L'article 128 transpose les mentions de signalement dans les mentions correspondantes du nouveau système d'évaluation.

Les autres dispositions du Titre X sont immédiatement applicables, notamment l'obligation de revoir dans le délai de six mois à un an les mentions d'évaluation réservée et défavorable.

73. L'article 130 abroge l'arrêté royal du 2 octobre 1937 à l'exception des dispositions relatives au Secrétariat Permanent de Recrutement et aux congés.

74. L'article 131 abroge la disposition relative à la commission de recours en matière de congé dont le rôle est, désormais, confié à la Chambre de recours.

75. L'article 132 abroge diverses dispositions statutaires dont l'objet est rendu obsolète par l'entrée en vigueur du nouveau statut.

76. L'article 133 fixe l'entrée en vigueur du nouveau statut en exceptant les agents titulaires d'un grade dit "de fonction spécialisée" qui gardent le bénéfice de leur actuelle carrière. Toutefois, ces agents sont soumis aux nouvelles dispositions qui ne sont pas incompatibles avec le maintien des dispositions dérogatoires qui leur étaient applicables.

De plus, l'article 119 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur des cadres élaborés conformément au nouveau statut.

III. Le statut pécuniaire

A. Commentaire général

Ainsi qu'il est dit plus haut, le statut pécuniaire quoique fixé par arrêté séparé, fait partie intégrante de la réforme des carrières.

Ce texte prévoit, en effet, l'existence à tous les niveaux d'une progression pécuniaire destinée aux titulaires des grades de recrutement.

Il ressort de la lecture combinée des articles 60 à 65 du statut administratif et de l'article 29 du statut pécuniaire que les agents de chaque niveau bénéficieront d'une progression pécuniaire constituée par le passage successif par trois échelles de traitement après respectivement 3 ans et 9 ans d'ancienneté de niveau.

Ensuite, les agents bénéficieront du grade et de l'échelle de principalat après 15 ans d'ancienneté de niveau.

Il convient de noter également que les groupes A et B existant dans l'ancien statut ont été supprimés et, enfin, le nouveau statut pécuniaire fusionne les textes antérieurs relatifs au statut pécuniaire et à la fixation des échelles de traitement.

Pour le reste, il n'a pas été jugé opportun de s'éloigner des concepts existants et le nouveau statut reprend largement des dispositions antérieures.

B. Commentaire des articles

1. Le chapitre 1er reprend, en l'adaptant à la Réforme de l'Etat, les dispositions similaires existant dans le statut pécuniaire antérieur.
2. L'article 3 introduit le concept nouveau de "qualification" pour l'attribution des échelles de traitement.
3. L'article 4 n'appelle pas de commentaire particulier.
4. La numérotation nouvelle est définie à l'article 5. Cette numérotation à quatre chiffres permet d'identifier :
 - le niveau;
 - le rang;
 - le degré de progression à l'intérieur de la carrière plane pécuniaire (sauf en ce qui concerne l'échelle 161 attribuée à l'administrateur général);
 - le groupe de qualification.
5. L'article 6 fixe les classes-d'âges par niveau en y intégrant le niveau 2+ (classe 23 ans).
6. Les sections II, III et IV du chapitre 2 reproduisent des dispositions existantes.
7. Le Chapitre 3 reproduit des dispositions existantes.
8. L'article 27 dispose que le groupe de qualification fixé au recrutement reste en principe identique pendant toute la durée de la carrière et que la progression pécuniaire se déroule au sein dudit groupe.
9. Le statut antérieur ne réglait pas le mode d'attribution des augmentations annales et biennales. Tel est l'objet du nouvel article 28.
10. L'article 29 définit la carrière plane pécuniaire des rangs de recrutement.
Pour rappel, une échelle de traitement supérieure est attribuée après 3 et 9 ans d'ancienneté de niveau.
11. L'article 30 fixe les dénominations d'échelles de chacun des grades compte tenu des groupes de qualification.
12. L'article 31 fixe le montant de l'allocation de formation prévue à l'article 50 du statut administratif. Pour rappel, le montant de l'allocation de management est identique.
13. L'article 32 classe les grades existants dans les groupes de qualification. Pour rappel, en vertu de l'article 3, le groupe de qualification dont l'agent bénéficiera au cours de sa carrière sera fixé au moment du recrutement par le Gouvernement.
14. L'article 33 attribue à titre transitoire à certains bénéficiaires d'échelles de traitement, une nouvelle échelle correspondant à l'échelle dont ils étaient titulaires à l'entrée en vigueur du statut augmentée de 1,5 % et de 1,8 % pour les grades de niveau 2.
15. L'article 34 attribue à titre transitoire une échelle de traitement particulière aux agents titulaires des grades de sous-chef de bureau, de chef administratif, de chef de groupe, de délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse, d'assistant social en chef et d'infirmier en chef.
16. L'article 35 permet de maintenir le bénéfice de l'échelle de traitement qui était la leur sous le régime pécuniaire antérieur aussi longtemps que les agents concernés obtiennent dans ladite échelle un traitement supérieur.
17. La disposition de l'article 36 existait dans le statut antérieur, toutefois, sa durée de validité a été limitée à cinq ans.
18. L'article 38 prévoit l'entrée en vigueur du nouveau statut pécuniaire simultanément à l'entrée en vigueur du nouveau statut administratif à l'exception de l'article 31 qui entre en vigueur le 1er janvier 1997 pour tenir compte des exigences du plan de modération salariale. Comme dit plus haut, les deux arrêtés sont indissociables, l'un et l'autre traitant d'un aspect d'une même réforme.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 95 - 2468 en N. 95 - 2469

[S - C - 29323]

Besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

VERSLAG AAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

I. Algemene toelichting

Door het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, dat artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen uitvoert, is elke Regering autonoom geworden voor de vastlegging van het statuut van hun ambtenaren.

Die autonomie gaat gepaard met de verplichting van elk van die Regeringen de algemene herziening van de barema's van hun ambtenaren door te voeren overeenkomstig de akkoorden die werden afgesloten in het kader van de intersectoriële overeenkomst 1991-1994.

De Franse Gemeenschap heeft besloten beide operaties samen te doen verlopen om de regels betreffende zowel de administratieve als de geldelijke loopbaan grondig te herzien.

De krachtlijnen van het nieuwe statuut kunnen als volgt samengevat worden :

— maximale vereenvoudiging van het beheer door een aanzienlijke beperking van het aantal graden en rangen. Zo wordt het aantal rangen voortaan beperkt tot 18 in plaats van 28. Het aantal graden zal, onder het organiek stelsel, van 317 tot 24 teruglopen;

— uniformering en gemakkelijker opvolging van het verloop van elke loopbaan die, in elk niveau, voortaan bestaat uit één enkele zowel administratieve als geldelijke vlakke loopbaan en één enkele bevorderingsgraad die toe te kennen is door verhoging in graad. De loopbaan van de ambtenaren-generaal wordt aanzienlijk gewijzigd door de invoering van een proefperiode voor de benoeming in rang 15;

— invoering van een flexibel systeem voor de bepaling van de bevoegdheden van de ambtenaren-generaal van de rangen 15 en 16;

— wijziging van het administratief statuut met het oog op een efficiënter werking van de Openbare Dienst. Zo moet de evaluatie van de ambtenaar eveneens als een instrument voor het beheer van de diensten worden beschouwd. Zo ook legt het statuut aan de hoogst verantwoordelijken van de administratie welbepaalde verplichtingen op inzake de te bereiken doelstellingen en de beheers- en werkingswijze van de diensten waarmee ze belast zijn.

Naast die krachtlijnen zijn er ook doelstellingen die rechtstreeks verband houden met een efficiënt beheer van de diensten :

— het nieuwe statuut houdt rekening met de toenemende informatisering van de diensten. Het loopbaanschema en de structuur van de weddeschalen maken een ver doorgevoerde automatisering van het beheer van het personeel mogelijk;

— het nieuwe statuut maakt een volmaakt overzicht mogelijk van de evolutie van de begrotingen die bestemd zijn voor de betaling van het personeel. Dankzij de uitbreiding van de vlakke loopbaan tot bijna alle ambtenaren en doordat het principe van de geldelijke opklimming op grond van de niveauanciënniteit vrij algemeen wordt toegepast, kan men perfect de evolutie van de budgettaire behoeften volgen rekening houdend met de anciënniteit van de ambtenaren;

— de invoering van een beperkt aantal generieke graden maakt een aanzienlijke globalisatie van de personeelsformaties en daardoor een zeer flexibel beheer mogelijk. De tot werving bevoegde overheid kan, rekening houdend met haar behoeften, de diploma's en kwalificaties bepalen die van de kandidaten vereist zijn. Die diploma's en kwalificaties kunnen verschillend zijn voor een zelfde graad;

— een soepeler aanpak van het beheer wordt eveneens verkregen door de verplichting de betrekkingen van de personeelsformaties van de Diensten van de Regering te globaliseren.

Al omvat het statuut belangrijke nieuwe bepalingen die een diepgaande verandering in de aanpak van het beheer van de diensten en de ambtenaren kunnen veroorzaken, toch behoudt het volledige delen van het statuut van het Rijkspersoneel van 2 oktober 1937. Naast wat het besluit tot bepaling van de algemene principes oplegt, behoudt het statuut de voornaamste bepalingen betreffende de tuchtregeling, de verloven en de administratieve standen. Bovendien worden begrippen zoals stagemeester of raad van beroep behouden, zelfs als de inhoud ervan een evolutie heeft ondergaan. Door die methode zou een makkelijke en snelle aanpassing van de administratie aan haar nieuwe statuut mogelijk kunnen worden.

Ook al maken de administratieve hervorming en de geldelijke hervorming een samenhangend geheel uit, toch werd het wenselijk geacht twee afzonderlijke teksten naast elkaar te laten voortbestaan, de ene houdende het administratief statuut, de andere het geldelijk statuut. Het voordeel van deze methode is de teksten niet overdreven zwaar te maken en ervoor te zorgen dat er mettertijd een gemakkelijker coördinatie zal zijn met die teksten die bij verschillende tempo's zullen evolueren.

Beide ontwerpen werden aan de Raad van State voorgelegd en ze werden gewijzigd om met de opmerkingen van dat Hoge Rechtscollege rekening te houden.

II. Het administratief statuut

A. Algemene commentaar

Het administratief statuut omvat 14 titels die betrekking hebben op het geheel van de aspecten van het bestuursleven van de ambtenaren van de Diensten van de Regering. Deze tekst is het gevolg van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes; met het oog op een betere coherentie op het niveau van de legistiek, werd het wenselijk geacht er de bepalingen van niet in het statuut over te nemen.

Er dient eveneens te worden onderstreept dat het statuut bepalingen omvat die, onder gelding van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, door afzonderlijke besluiten werden geregeld, zoals, bijvoorbeeld, de bepalingen betreffende de loopbaan, de hiërarchische indeling van de graden en de evaluatie.

B. Commentaar bij de artikelen

1. Artikel één bepaalt het toepassingsgebied van het statuut. Ambtenaar is ieder personeelslid dat in vast dienstverband tewerkgesteld is in de Diensten van de Regering. Gemakshalve werd deze formulering verkozen boven de systematische vervrouwelijking van de begrippen bedoeld in het statuut. Daarentegen werd de benaming van de nieuwe graden vervrouwelijkt. Het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke inrichtingen behoudt zijn eigen statuut zoals vroeger.

2. Artikel 2 bepaalt de nieuwe benamingen van de graden en deelt deze in rangen en categorieën in.

Zoals hoger vermeld worden drie rangen opgericht voor elk niveau, namelijk een wervingsrang, een principaalsrang die in het kader van een vlakke loopbaan bereikt wordt, en een bevorderingsrang die door verhoging in graad bereikt wordt.

Bovendien worden in niveau 1 drie bevorderingsrangn voor de categorie van de ambtenaren-generaal opgericht die toe te kennen zijn door verhoging in graad.

Aan elke categorie beantwoordt een specialisatiegraad die bij de werving bepaald wordt, behalve voor de ambtenaren-generaal die een specifieke categorie vormen.

3. Artikel 3 bepaalt dat ambtenaren-generaal enkel door de Regering kunnen worden benoemd.

4. Artikel 4 bepaalt de procedure voor de wijziging van het statuut.

5. Artikel 5 legt aan de hoogst verantwoordelijken van de administratie verplichtingen op die specifiek zijn inzake beheer van de personeelsleden en van de diensten. Deze verplichtingen hebben tot doel de kwaliteit en de efficiëntie van de Openbare Dienst te verbeteren alsook gehoor te verlenen aan de verwachtingen van de personeelsleden en deze te motiveren.

6. Artikel 6 bepaalt de categorie van de ambtenaren-generaal, die zoals vroeger bestaat uit de ambtenaren van de rangen 17, 16 en 15.

7. Artikel 7 bepaalt de bevoegdheden van de secretaris-generaal die, naast de bevoegdheden die hij in zijn eigen diensten uitoefent, het gehele ministerie coördineert en voor de beheerseenheid ervan zorgt.

De andere ambtenaren-generaal oefenen hun bevoegdheden uit in de diensten waarmee ze belast zijn zoals bepaald in artikel 8. Toch kunnen sommige ambtenaren-generaal van rang 15 rechtstreeks worden toegevoegd aan een ambtenaar-generaal die een hogere rang bekleedt zonder dat zij bevoegd zijn voor een algemene dienst.

8. Artikel 9 bepaalt dat de ambtenaren-generaal van de rangen 15 en 16 aangewezen worden voor een pool. De administrateurs-generaal en de ambtenaren van rang 15 die aan een ambtenaar-generaal toegevoegd zijn, worden van die "pool" uitgesloten. Met het oog op een flexibele uitoefening van de bevoegdheden, worden de bevoegdheden van de ambtenaren-generaal van de "pool" door de Regering bepaald voor een periode van 3 tot 5 jaar.

Door dit vereiste inzake multidisciplinaire activiteiten wordt de toekenning van een managementstoelage verantwoord, waarvan het bedrag, bepaald door het geldelijk statuut, gelijk is aan een vierde van het verschil tussen het basisbedrag van de schaal 150/1 (adjunct-directeur-generaal) en de schaal 120/1 (directeur). Als gevolg van het loonmatigingsplan, zal die bepaling pas op 1 januari 1997 in werking treden (zie art. 133).

9. Artikel 10 bepaalt dat een ambtenaar die kandidaat is voor een benoeming tot een graad van rang 15 waarvan de betrekking in de pool is vastgelegd, ten minste twee verschillende bevoegdheden moet hebben uitgeoefend in de loop van de proefperiode die hem wordt opgelegd (cfr. hieronder).

10. Artikel 11 bepaalt, met inachtneming van de algemene principes, de samenstelling en de werkwijze van de Directieraad. De Directieraad bestaat uit ambtenaren van de rangen 15, 16 en 17.

De ambtenaren die er zitting hebben gedurende hun proefperiode zijn niet stemgerechtigd.

11. Artikel 12 bepaalt dat de bevoegdheidsconflicten binnen het Ministerie beslecht worden door een beperkt college samengesteld uit de secretaris-generaal en de administrateurs-generaal.

12. Artikel 13 behoudt de bestaande regeling inzake onverenigbaarheden.

13. Artikel 14 bepaalt in welke mate sommige activiteiten cumulaties toegelaten kunnen worden.

14. Artikel 16 bepaalt de modaliteiten waarbij wervingsbetrekkingen vacant verklaard worden.

Dit artikel stelt het principe van de toegang door werving tot de laagste rang in elk niveau.

15. Artikel 17 neemt de bepalingen van artikel 18 van het statuut van 2 oktober 1937 over zoals het gewijzigd werd voor de Diensten van de Regering.

16. Met het doel de nieuwe ambtenaren volledig te informeren, stelt artikel 18 het principe van het voorafgaand onthaal van de kandidaten voor de stage.

17. Artikel 19, § 1, vergt geen commentaar.

18. Artikel 19, § 2, voorziet in de aanwijzing van de stagiair voor de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken en in zijn terbeschikkingstelling van het bestuur waarin hij zijn stage doormaakt. Daardoor kunnen de overheid en de stagiair met veel flexibiliteit de betrekking bepalen die het best aan de bekwaamheden van de stagiair beantwoordt. Bovendien kan, zo nodig, de terbeschikkingstelling van de stagiair gewijzigd worden tijdens de stage.

19. Artikel 20 bepaalt de duur van de stage in de verschillende niveaus. Met het oog op een werkelijke vorming werd het nodig geacht die duur op te voeren van drie tot vier maanden voor niveau 4, van drie tot zes maanden voor niveau 3 en tot negen maanden voor niveau 2+.

20. De artikelen 21 en 22 nemen bestaande bepalingen over waarop geen commentaar moet worden geleverd.

21. Artikel 23 richt, voor de stagiairs van de niveaus 1 en 2+, een Stagecollege op onder het meesterschap waarvan de kandidaten voor die niveaus hun stage zullen volbrengen.

Voor de stagiairs in de andere niveaus wordt het principe van het gezamenlijk stagemesterschap bevestigd. De onmiddellijke hiërarchische meerdere zal het dagelijkse werk van de stagiair evalueren; de stagemester zorgt voor die evaluatie in het kader van de activiteiten die eigen zijn aan de stage en voor het geheel van de Diensten van de Regering.

22. Door artikel 24 kunnen de eisen inzake vorming van de stagiairs strenger worden gemaakt. Het artikel bepaalt dat ook de stagiairs in niveau 2+ een schriftelijk werk zullen moeten opstellen dat bepaald zal worden op grond van de functionele categorieën waartoe zij behoren.

23. Artikel 25 bepaalt dat er één stageverslag per trimester opgesteld moet worden. De stagiair zal zijn mening over het verslag en over de stage zelf moeten geven.

24. De eindbeslissing wordt, volgens artikel 26, getroffen door het College of door de ambtenaren die de stage zullen moeten evalueren. Die stage kan slechts een keer verlengd worden, ten hoogste voor één derde van haar duur.

25. Artikel 27 bepaalt dat beroep kan worden ingesteld in geval van afdanking op het einde van de stage en stelt er de procedure voor vast.

26. De artikelen 28 tot 30 vergen geen bijzondere commentaar.

27. Titel VII heeft betrekking op de anciënniteit. Het begrip rangschikking bepaald in het statuut van 2 oktober 1937 wordt niet meer overgenomen. Gelet op de veralgemening van de vlakke loopbaan wordt de graadanciënniteit door de niveauanciënniteit vervangen als belangrijkste anciënniteit om de ambtenaren die recent werden benoemd in de principaalgraad niet te benadelen ten aanzien van hun collega's die een grotere anciënniteit in de wervingsgraad tellen.

28. Artikel 38 maakt de basisbepaling uit van het nieuwe stelsel voor de procedure door verhoging in graad of verandering van graad.

De aard van elk ambt dat overeenstemt met een betrekking die toegankelijk is door bevordering door verhoging in graad zal nader bepaald moeten worden, alsook de voorwaarden waaraan de eventuele kandidaten moeten voldoen.

Die door de Directieraad voorgestelde en door de Regering besloten voorwaarden kunnen, volgens de aard van het ambt, bekwaamheidsbewijzen, kwalificaties, de nuttige ervaring, specifieke vormingscursussen of ook kwalificatie-examens omvatten.

De voorwaarden die, vóór hun goedkeuring, met de vakorganisaties zullen zijn overlegd, moeten ter kennis worden gesteld van de kandidaten opdat deze die vereisten zo goed mogelijk zouden kennen.

29. De Directieraad wordt ermee belast de bekwaamheidsbewijzen waarvan de kandidaten houder zijn en de verdiensten waarvan ze het bewijs kunnen leveren, te vergelijken met de vereisten voor de uitoefening van een bepaald ambt (artikel 39).

30. Artikel 40 vrijwaart aan de kandidaten het recht gehoord te worden wanneer ze het niet eens zijn met de voorstellen van de Directieraad.

31. Artikel 41 bepaalt de drie door het statuut vastgelegde bevorderingswijzen.

32. Artikel 43 stelt een zelfde procedure vast voor de indiening van de kandidaturen, die tot nu toe in elk ministerie door specifieke besluiten bepaald werd.

Opgemerkt dient te worden dat de datum waarop de bevorderingsvoorwaarden door de kandidaten moeten worden vervuld, voortaan de datum is die vastgelegd wordt bij de oproep tot de kandidaten.

33. Overeenkomstig de algemene principes, bepalen de artikelen 44 en 45 de organisatie van examens voor overgang naar het hogere niveau.

34. De artikelen 46 en 47 bepalen de procedure voor de bevordering tot de graad van secretaris-generaal. Die procedure blijft onveranderd, behalve dat het advies van de Directieraad vereist is.

Artikel 48 bepaalt hetzelfde voor de bevordering tot de graad van directeur-generaal.

35. Artikel 49 bepaalt twee wijzen van bevordering tot een graad van rang 15.

Paragraaf 1 bepaalt de voorwaarden voor bevordering tot een betrekking van rang 15 wanneer het om een niet in een pool overgenomen betrekking gaat.

Paragraaf 2 bepaalt de voorwaarden voor bevordering tot de betrekkingen van een pool. De kandidaten worden aangewezen voor een proefperiode van drie jaar volgens de procedure die toepasselijk is voor de bevorderingen.

36. Gedurende de proefperiode oefenen de kandidaten alle prerogatieven uit die verbonden zijn aan het ambt van adjunct-directeur-generaal behalve in de Directieraad waarin hij slechts een adviserende stem heeft (cf. artikel 11).

37. De kandidaten moeten een vormingsprogramma volgen tijdens de proefperiode. Daarom is het verantwoord dat hun een vormingstoelage wordt toegekend, die, luidens artikel 31 van het geldelijk statuut, vastgesteld wordt op een vierde van het verschil tussen het basisbedrag van de schaal 150/1 en het basisbedrag van de schaal 120/1.

Die is bijgevolg gelijk aan de managementstoelage bepaald in artikel 9, § 2.

Die toelage wordt behouden gedurende drie jaar na het einde van de proefperiode, of deze al dan niet met succes bekroond werd (behalve, uiteraard, tuchtstraf of evaluatie "met voorbehoud") om een eventuele terugkeer in een betrekking van rang 12 makkelijker te maken en zo de uitoefening van een ambt van rang 15, met behoud van de wedde van rang 12, gedeeltelijk te compenseren.

Gedurende de proefperiode geniet de ambtenaar bijgevolg zijn schaal van rang 12 plus de vormingstoelage.

Op het einde van de proefperiode geniet hij :

— als hij benoemd wordt, de schaal van rang 15, plus de managementstoelage, plus de vormingstoelage gedurende drie jaar;

— als hij niet benoemd wordt, de schaal van rang 12, plus de vormingstoelage gedurende drie jaar.

Er dient nogmaals op te worden gewezen dat de bepalingen betreffende de toelagen pas op 1 januari 1997 in werking zullen treden.

38. Artikel 51 heeft betrekking op de evaluatie van de ambtenaar tijdens de proefperiode. Hij blijft onderworpen aan de bepalingen die gemeenschappelijk zijn voor alle ambtenaren.

De hiërarchische meerderen die met de evaluatie belast zijn, zijn echter die onder wier werkelijk gezag de ambtenaar staat; de toekenning van een vermelding "met voorbehoud" maakt van rechtswege een einde aan de proefperiode.

39. Gedurende de proefperiode wordt elke straf ten aanzien van de ambtenaar door de Regering getroffen en maakt van rechtswege een einde aan de proefperiode.

40. Artikel 53 bepaalt dat de Directieraad op het einde van de proefperiode een balans opmaakt en voorstelt dat de ambtenaar al dan niet in de pool wordt benoemd.

De kandidaat heeft uiteraard het recht gehoord te worden als hij het niet eens is.

41. De artikelen 54 tot 59 bepalen de voorwaarden voor de bevordering tot de andere rangen, namelijk : de bevordering moet in dezelfde categorie geschieden en de kandidaat moet ten minste vijf jaar niveauanciënniteit tellen.

42. De artikelen 60 tot 65 organiseren op gelijke wijze voor alle niveaus de vlakke loopbaan vanaf de wervingsrang tot de principalaatsrang na 15 jaar.

43. De artikelen 66 tot 68 organiseren de procedures voor de verandering van graad en van categorie die dezelfde zijn als de procedure voor de bevordering door verhoging in graad. De verandering van categorie wordt onderworpen aan specifieke voorwaarden inzake beroepsgeschiktheid en/of bekwaamheidsbewijzen.

44. Artikel 69 voorziet in de invoering door de Regering van een stelsel van vrijwillige overplaatsing en overplaatsing in het belang van de dienst.

Gelet op de specificiteit van hun ambt en van de wijze waarop ze worden bevorderd, mogen de ambtenaren van rang 15 die geen deel van de pool uitmaken, niet hun overplaatsing vragen.

45. Artikel 70 vergt geen bijzondere commentaar.

46. Artikel 71 bevordert de doorzichtigheid van de structuren van de Diensten van de Regering; de regelmatige publicatie van een organogram is des te meer verantwoord daar de oprichting van generieke graden en de bepaling, op vaste termijnen, van de bevoegdheden van sommige ambtenaren-generaal tot gevolg kunnen hebben dat die structuren die tot nu toe vrij stijf waren, met meer flexibiliteit zouden kunnen evolueren.

Dit geldt ook voor artikel 72.

47. Titel IX neemt de bestaande bepalingen inzake de administratieve standen over; bijgevolg is geen bijzondere commentaar nodig.

48. Het evaluatiestelsel bepaald door Titel X van het statuut kan samengevat worden als volgt :

— ambtenaren worden altijd, behalve uitdrukkelijke bepaling, geacht titularis te zijn van een gunstige evaluatie (artikel 87);

— overeenkomstig de algemene principes, wordt de evaluatie door twee hiërarchische meerderen van verschillende rangen waargenomen (artikel 88);

— de ambtenaar die geen voldoening geeft, krijgt een speciaal verslag houdende toekenning van een vermelding "met voorbehoud";

— deze vermelding moet ten vroegste zes maanden en ten laatste één jaar nadat ze definitief is geworden, herzien worden;

— er kan alleen één vermelding "met voorbehoud" zijn; wanneer de ambtenaar nog altijd geen voldoening geeft, krijgt hij een ongunstige evaluatie (artikel 90);

— in alle stadia van de procedure worden de rechten van de ambtenaar gevrijwaard ofwel door een voorafgaand onderhoud ofwel door de beroepen voor de Directieraad of de Raad van beroep (artikel 89);

— dezelfde procedure geldt voor elke wijziging, in een gunstige of ongunstige zin, van de evaluatie.

49. De artikelen 91 tot 93 bepalen de gevolgen van de evaluatie in de administratieve en geldelijke loopbaan van de ambtenaren.

Opgemerkt dient te worden dat de vermelding "met voorbehoud" geen gevolgen heeft, behalve voor een mogelijke bevordering (artikel 42).

Een eerste ongunstige evaluatie heeft als onmiddellijk gevolg het verlies van de perioden tijdens welke hij ongunstig geëvalueerd werd bij de afrekening van de niveauefficiëntie (artikel 92). Voor de ambtenaar bekleed met een wervingsgraad, maakt die maatregel elke bevordering in een vlakke loopbaan onmogelijk en stelt zijn verhoging in de loopbaan uit.

Voor de ambtenaren bekleed met een bevorderingsgraad heeft zo'n evaluatie de geldelijke terugzetting tot de onmiddellijk lagere weddeschaal tot gevolg (artikel 91).

De toekenning van een tweede ongunstige evaluatievermelding heeft de vaststelling van de beroepsongeschiktheid en bijgevolg het ontslag van ambtswege van de ambtenaar tot gevolg (artikel 93).

50. De artikelen 94 tot 98 passen de bepalingen betreffende de evaluatie aan de ambtenaren-generaal aan.

Zo wordt de rol die door de bovenvermelde bepalingen aan de hiërarchische meerderen toevertrouwd wordt, vervuld :

— door het beperkt college, bestaande uit de secretaris-generaal en de administrateurs-generaal, voor de directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal;

— door de minister tot wiens bevoegdheid de personeelszaken behoren en de functioneel bevoegde minister(s), voor de administrateurs-generaal;

— door de Regering, voor de secretaris-generaal.

51. De Raad van Beroep voor ambtenaren-generaal is bevoegd voor de beroepen ingediend in het kader van de evaluatie (artikel 97), behalve wat de secretaris-generaal betreft, voor wie het beroep rechtstreeks vóór de Regering wordt ingesteld.

52. Artikel 99 bepaalt de straffen die aan ambtenaren kunnen worden opgelegd; deze zijn dezelfde als de straffen bepaald in het statuut van 2 oktober 1937, met uitzondering van de verplaatsing bij tuchtmaatregel, die niet doeltreffend, niet aangepast aan de structuur van de Diensten van de Regering en moeilijk toe te passen, werd bevonden.

53. Artikel 101 neemt vorige bepalingen over.

54. Artikel 102 wijst de overheid aan die de straffen uitspreekt. De twee zwaarste moeten door de Regering uitgesproken worden.

55. Artikel 103 beschrijft de tuchtprocedure :

— het oorspronkelijke voorstel wordt getroffen door de onmiddellijke hiërarchische meerdere die bekleed moet zijn met een graad van ten minste rang 12;

— het definitieve voorstel wordt door de Directieraad getroffen, die geen zwaardere straf mag voorstellen dan de straf die in het voorlopige voorstel voorkomt;

— de ambtenaar beschikt over een recht van beroep vóór de Raad van beroep voordat de beslissing wordt getroffen. Die Raad mag geen zwaardere straf voorstellen dan de straf die in het definitieve voorstel voorkomt.

56. Artikel 104 voorziet in de doorhaling van de tuchtstraffen.

57. Artikel 105 neemt bestaande bepalingen over.

58. Artikel 106 stelt het enigheidsbeginsel voor de Raad van beroep. Deze formule heeft als voordeel dat de statutaire geschillen gebracht worden vóór een welbepaald orgaan; daardoor kunnen de ambtenaren makkelijk hun recht van beroep uitoefenen.

Alleen voor de Raad van beroep voor ambtenaren-generaal zijn er specifieke bepalingen.

59. De Raad van beroep bestaat uit twee afdelingen. Tussen beide bestaat een verschil alleen op het niveau van het voorzitterschap : overeenkomstig de algemene principes, wordt de afdeling die uitspraak moet doen in tucht— en evaluatiezaken door een magistraat voorgezeten. De andere afdeling wordt door een ambtenaar-generaal voorgezeten (artikel 107).

Opgemerkt dient te worden dat die tweede afdeling paritair — de voorzitter is niet stemgerechtigd — samengesteld is wanneer er beroepen worden ingesteld in het kader van de bepalingen betreffende de stage, overeenkomstig de algemene principes.

De Raad van beroep is voor de helft samengesteld uit assessoren die de Regering vertegenwoordigen en voor de helft uit assessoren die de vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van sector XVII zetelen, vertegenwoordigen.

60. Artikel 108 neemt bestaande bepalingen over.

61. Artikel 109 bepaalt de wijze waarop assessoren worden gewraakt. Die wraking moet niet met redenen worden omkleed; met het oog op een correcte werking van de Raad van beroep, wordt dat recht echter beperkt doordat het onmogelijk is de assessor en zijn beide plaatsvervangers tegelijk te wraken.

62. De artikelen 110 tot 116 nemen bestaande bepalingen over.

63. De Raad van beroep stelt zijn procedureregeling vast, die dezelfde is voor beide afdelingen, om zo goed mogelijk het uitoefenen van de rechten van de verdediging te vergemakkelijken (artikel 117).

64. Titel XIII bepaalt de voornaamste regels voor de vaststelling van de personeelsformaties van de Diensten van de Regering :

— de ministeries bestaan uit een secretariaat-generaal dat, in principe, diensten omvat die gemeenschappelijk zijn voor het gehele ministerie, en uit algemene besturen die bevoegd zijn voor bepaalde aangelegenheden. Die entiteiten kunnen worden onderverdeeld in algemene directies en in algemene diensten;

— de betrekkingen van de personeelsformatie worden ten minste op het niveau van de algemene diensten globaliseerd.

65. Artikel 23, § 3, van het statuut voorziet in een specifieke vorming voor de stagemeesters. Daar die vorming over een bepaalde periode loopt, voorziet artikel 121 in de mogelijkheid om ten hoogste drie ambtenaren aan te wijzen om de functies van stagemeester, bij wijze van interimarbeid, uit te oefenen.

66. Artikel 122 bepaalt dat de stages begonnen bij toepassing van het statuut van 2 oktober 1937 voortgezet zullen worden volgens de nadere regels en voor de duur die geldig was op de datum van de toelating tot de stage. Daarentegen geschieden de benoemingen in vast verband, reeds vanaf de datum van inwerkingtreding van het nieuwe statuut, in de graden en volgens de in dit statuut nader bepaalde regels.

67. De inwerkingtreding van het nieuwe statuut maakt een einde aan alle aan de gang zijnde bevorderingsprocedures. Deze zullen, in voorkomend geval, moeten worden hervat volgens de nieuwe procedure en voor de nieuwe graden (artikel 123).

68. Artikel 124 plaatst automatisch de ambtenaren in hun nieuwe graden.

69. In afwijking van de bepalingen van Titel VII, bij wijze van overgangsmaatregel, kunnen krachtens artikel 125 :
1° de ambtenaren bekleed met de graad van onderbureaucheef toegang hebben tot de graad van eerste assistent, met voorrang op de ambtenaren die titularis zijn van de graad van assistent of eerstaanwezend assistent. Zo wordt het slagen voor het examen van onderbureaucheef in de betrekking van het vroegere statuut herwaardeerd;

2° de ambtenaren die bij wijze van overgangsmaatregel werden benoemd in een graad van rang 22 of van rang 27 krachtens de bepalingen van artikel 124, door verandering van graad respectievelijk in de graad van eerste assistent of eerste graduëerde worden benoemd.

70. Artikel 126 bepaalt dat de bepalingen voorlopig van kracht blijven die betrekking hebben op:

- de administratieve standen van de stagiairs;
- de schorsing in het belang van de dienst;
- de stand non-activiteit;
- de beschikbaarheid;
- het wachtgeld;
- de nieuwe dienstaanwijzing.

71. Artikel 127 bepaalt dat de bestaande beroepsorganen, bij wijze van overgangsmaatregel, de dossiers die bij ze aanhangig zijn gemaakt, kunnen afhandelen.

72. Artikel 128 brengt de beoordelingsvermeldingen in de overeenstemmende vermeldingen van het nieuwe evaluatiesysteem over.

De andere bepalingen van Titel X zijn onmiddellijk van toepassing, inzonderheid de verplichting de vermeldingen van evaluatie "met voorbehoud" en ongunstige evaluatie binnen een termijn van zes maanden tot één jaar te herzien.

73. Artikel 130 heft het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 op, met uitzondering van de bepalingen betreffende het Vast Wervingssecretariaat en de verloven.

74. Artikel 131 heft de bepaling op betreffende de commissie voor beroep inzake verlof, waarvan de rol voortaan toevertrouwd is aan de Raad van beroep.

75. Artikel 132 heft verscheidene statutaire bepalingen op die niet meer toepasselijk zijn geworden door de inwerkingtreding van het nieuwe statuut.

76. Artikel 133 stelt de datum van inwerkingtreding van het nieuwe statuut vast waarbij een uitzondering wordt gemaakt voor de ambtenaren die titularis zijn van een graad van "gespecialiseerd ambt", die het voordeel blijven genieten van hun huidige loopbaan. Die ambtenaren worden echter onderworpen aan de nieuwe bepalingen die niet onverenigbaar zijn met het behoud van de opheffingsbepalingen die op hen toepasselijk waren.

Bovendien, treedt artikel 119 in werking op de datum van inwerkingtreding van de personeelsformaties die overeenkomstig het nieuwe statuut werden vastgesteld.

III. Het geldelijk statuut

A. Algemene commentaar

Al wordt het geldelijk statuut bij een afzonderlijk besluit vastgesteld, zoals boven vermeld, toch maakt het wezenlijk deel uit van de hervorming van de loopbaan.

Die tekst bepaalt immers dat er, in alle niveaus, een geldelijke opklimming is voor de titularissen van wervingsgraden.

Uit het onderzoek van de artikelen 60 tot 65 van het administratief statuut en van artikel 29 van het geldelijk statuut blijkt dat de ambtenaren van elk niveau een geldelijke opklimming zullen genieten, bestaande in de overgang via drie opeenvolgende weddeschalen na respectievelijk 3 jaar en 9 jaar niveauanciënniteit.

Nadien zullen de ambtenaren de principalaatsgraad en -schaal na 15 jaar niveauanciënniteit genieten.

Opgemerkt dient eveneens te worden dat de in het vroegere statuut bestaande groepen A en B afgeschaft werden en, tenslotte, dat de vroegere teksten betreffende het geldelijk statuut en de vaststelling van de weddeschalen in het nieuwe geldelijk statuut samengevoegd zijn.

Overigens werd het niet opportuun geacht van de bestaande begrippen af te wijken en neemt het nieuwe statuut talrijke vroegere bepalingen over.

B. Commentaar bij de artikelen

1. Het eerste hoofdstuk neemt de in het vroegere geldelijk statuut bestaande soortgelijke bepalingen over en past die aan de staatsvorming aan.

2. Artikel 3 voert het nieuwe begrip "kwalificatie" in voor de toekenning van de weddeschaal.

3. Artikel 4 vergt geen bijzondere commentaar.

4. De nieuwe nummering wordt in artikel 5 bepaald. Door die nummering met vier cijfers kunnen de volgende gegevens geïdentificeerd worden:

— het niveau;

— de rang;

— de opklimmingsgraad binnen de geldelijke vlakke loopbaan (behalve voor de schaal 161 die aan de administrateur-generaal toegewezen wordt);

— de kwalificatiegroep.

5. Artikel 6 bepaalt de leeftijdsklassen per niveau en voert er niveau 2+ (klasse 23 jaar) in.

6. De afdelingen II, III en IV van hoofdstuk 2 nemen bestaande bepalingen over.

7. Het derde hoofdstuk neemt bestaande bepalingen over.

8. Artikel 27 bepaalt dat de bij de werving vastgestelde kwalificatiegroep, in principe onveranderd blijft gedurende de gehele duur van de loopbaan en dat de geldelijke opklimming binnen die groep geschiedt.

9. Het vroegere statuut regelde niet de toekenningwijze voor de eenjarige en tweejarige verhogingen. Daar voorziet het nieuwe artikel 28 in.

10. Artikel 29 bepaalt de geldelijke vlakke loopbaan van de wervingsrangen.

Ter herinnering : een hogere weddeschaal wordt na 3 en 9 jaar niveauanciënniteit toegekend.

11. Artikel 30 stelt de benamingen van de schalen van elk van de graden vast rekening houdend met de kwalificatiegroepen.

12. Artikel 31 bepaalt het bedrag van de vormingstoelage bedoeld in artikel 50 van het administratief statuut. Ter herinnering : het bedrag van de managementstoelage is gelijk.

13. Artikel 32 deelt de bestaande graden in de kwalificatiegroepen in. Ter herinnering : krachtens artikel 3, stelt de Regering de kwalificatiegroep waar de ambtenaar gedurende zijn loopbaan toe zal behoren, bij de werving vast.

14. Artikel 33 kent, bij wijze van overgangsmaatregel, aan sommige ambtenaren die bepaalde weddeschalen genieten een nieuwe schaal toe die overeenstemt met de schaal waarvan ze op de datum van inwerkingtreding van het statuut titularis waren, verhoogd met 1,5 % en 1,8 % voor de graden van niveau 2.

15. Bij wijze van overgangsmaatregel kent artikel 34 een bijzondere weddeschaal toe aan de ambtenaren bekleed met de graden van onderbureauchef, bestuurschef, groepschef, hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming, hoofdmaatschappelijk assistent en hoofdverpleger.

16. Artikel 35 bepaalt dat het genot van de weddeschaal die een ambtenaar in de vroegere bezoldigingsregeling ontving, behouden blijft, zolang die ambtenaar in die schaal een hogere wedde geniet.

17. De bepaling van artikel 36 bestond in het vroegere statuut; haar geldigheidsduur wordt echter tot 5 jaar beperkt.

18. Artikel 38 bepaalt dat het nieuwe geldelijk statuut op dezelfde dag in werking zal treden als het nieuwe administratief statuut, met uitzondering van artikel 31, dat op 1 januari 1997 in werking zal treden om met het loonmatigingsplan rekening te houden. Zoals boven vermeld, vormen beide besluiten een samenhangend geheel : ze behandelen elk afzonderlijk een aspect van een zelfde hervorming.

F. 95 - 2468

[Mac - 29324]

10 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le protocole n° 131 du Comité de Secteur XVII, conclu le 15 février 1995;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Culture et des Affaires sociales, donné le 8 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, donné le 7 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juillet 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 13 juillet 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 avril 1995,

Arrête :

TITRE I. — Des agents des Services du Gouvernement

Article 1er. La qualité d'agent des Services du Gouvernement de la Communauté française est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif.

Les dispositions du présent arrêté ne sont toutefois pas applicables au personnel scientifique des établissements scientifiques ni aux personnes nommées aux cabinets des ministres, prises en dehors des Services du Gouvernement.

F. 95 - 2469

[Mac - 29325]

**10 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 10 avril 1995 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le protocole n° 131 du Comité de Secteur XVII, conclu le 15 février 1995;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Culture et des Affaires sociales donné le 8 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, donné le 7 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juillet 1994;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 21 novembre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 avril 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Les traitements des agents des Services du Gouvernement sont fixés par des échelles. Ces échelles sont composées d'un montant minimum, augmenté, s'il y a lieu :

— de montants dénommés "échelons", résultant des augmentations intercalaires;

— d'un ou/de plusieurs montants forfaitaires octroyés compte tenu des qualifications et/ou du grade dont est revêtu l'agent.

Le montant maximum est constitué par la somme du montant de base de tous les échelons et du montant forfaitaire de l'échelle considérée.

Ces montants sont exprimés en un nombre d'unités monétaires correspondant à leur montant annuel.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté :

L'expression "service de l'Etat" désigne tout service relevant d'un pouvoir législatif ou d'un pouvoir exécutif belge, ou encore, du pouvoir judiciaire et non constitué en personne juridique.

L'expression "service d'Afrique" désigne tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Rwanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique.

L'expression "services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique" désigne :

1° tout service relevant d'un pouvoir exécutif belge et constitué en personne juridique;

2° tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Rwanda-Urundi et était constitué en personne juridique;

3° tout service relevant d'une province, d'une commune, d'une association de communes, d'une agglomération ou d'une fédération de communes, ainsi que tout service relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;

4° toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs, d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions.

CHAPITRE II. — Régime organique

Section Ire. — De la fixation des traitements

Art. 3. L'échelle de traitement des agents est fixée par le Gouvernement, eu égard au rang du grade dont ils sont revêtus et aux qualifications que requiert l'exercice de leur fonction.

Art. 4. L'annexe I du présent arrêté fixe les éléments constitutifs des échelles attribuées respectivement aux agents titulaires d'un grade relevant des niveaux 4 à 1.

Art. 5. Les échelles sont identifiées par un numéro de quatre chiffres :

— les deux premiers chiffres indiquent le rang auquel est attribuée l'échelle;

— le troisième chiffre indique le degré de progression pécuniaire à l'intérieur du rang;

— le quatrième chiffre, précédé d'une barre, indique le groupe auquel appartient l'échelle, compte tenu du montant forfaitaire dont elle est augmentée du fait des qualifications exigées pour l'exercice de la fonction à laquelle elle est attribuée.

Art. 6. Sauf disposition contraire, toute échelle est rangée dans l'une des classes dites : "18, 20, 23 ou 24 ans" selon les critères suivants :

- les échelles qui relèvent des niveaux 4 ou 3 appartiennent à la classe "18 ans";
- les échelles qui relèvent du niveau 2 appartiennent à la classe "20 ans";
- les échelles qui relèvent du niveau 2+ appartiennent à la classe "23 ans";
- les échelles qui relèvent du niveau 1 appartiennent à la classe "24 ans".

Section II. — De la fixation du traitement

A. Dispositions générales

Art. 7. A chaque modification du présent statut pécuniaire, tout traitement établi en vertu de celui-ci est à nouveau fixé comme si la modification avait existé de tout temps.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait dans son grade et dans son groupe de qualification à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Art. 8. Pour la détermination de l'âge de l'agent en vue de la fixation de son traitement, l'anniversaire de la naissance qui tombe à une date autre que le premier d'un mois est toujours reporté au premier jour du mois suivant.

B. De la détermination de l'échelle de traitement

Art. 9. Le traitement de tout agent est fixé dans le groupe d'échelles attribué à son grade compte tenu de ses qualifications.

Le Gouvernement détermine les qualifications attachées à chacun des groupes d'échelles.

Art. 10. L'agent qui n'a pas atteint l'âge de 18, 20, 23 ou 24 ans, selon que son échelle relève de la classe 18, 20, 23 ou 24 ans, bénéficie du traitement minimum de son échelle.

Art. 11. Tout changement d'échelle de traitement qui intervient à une date autre que le premier d'un mois ne porte ses effets qu'au premier jour du mois qui suit ledit changement.

Art. 12. § 1er. L'agent définitif qui a été promu n'obtient, à aucun moment, dans son nouveau grade un traitement inférieur à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

§ 2. L'agent définitif qui a changé de grade ou qui a été transféré n'obtient, à aucun moment, dans son nouveau grade un traitement inférieur à celui dont il bénéficiait dans son ancien grade au moment où il a changé de grade ou a été transféré. Si le traitement fixé dans le nouveau grade est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait dans son ancien grade, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Art. 13. Le déroulement de la carrière pécuniaire de l'agent qui fait l'objet d'une évaluation défavorable est réglé par le statut administratif des agents des Services du Gouvernement.

C. Des services admissibles

Art. 14. Sauf dispositions contraires, sont seuls admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires les services effectifs que l'agent a prestés, à partir de l'âge de 18, 20, 23 ou 24 ans, selon la classe de son échelle, en faisant partie :

- des services de l'Etat ou des services d'Afrique ou des autres services publics, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, soit comme militaire de carrière;
- des établissements d'enseignement de l'Etat ou des Communautés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes;
- des établissements d'enseignement libre subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes;
- des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement et comportant des prestations complètes.

Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, et cela pour une durée maximum de trois ans, les services accomplis dans le secteur public comme chômeur mis au travail dans une fonction comportant des prestations complètes.

Art. 15. Pour l'application de l'article 14 :

1° L'agent est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, de par son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement.

2° Sont complètes les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

3° Sont réputés militaires de carrière :

- a) les officiers de carrière, les officiers de complément et les officiers auxiliaires;
- b) les officiers de réserve accomplissant des prestations volontaires à l'exclusion des prestations d'entraînement;
- c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément;
- d) les militaires au-dessous du rang d'officier qui servent à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement;
- e) les aumôniers et les conseillers laïques des cadres actifs de même que les aumôniers et les conseillers laïques de réserve maintenus en service en temps de paix pour constituer le cadre temporaire du service de l'aumônerie.

Art. 16. Pour toute période durant laquelle l'agent a conservé ou perdu ses titres à l'avancement de traitement dans un grade, les services qu'il aurait prestés à un autre titre n'entrent pas en compte pour la fixation de son traitement dans son grade et dans son groupe de qualification ainsi que dans tout grade ultérieur qui s'y rattache en raison de l'enchaînement statutaire des qualités successives de l'agent.

Art. 17. Les services admissibles se comptent par mois du calendrier; ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

Toutefois, la durée des services admissibles que l'agent a prestés à titre intérimaire ou temporaire dans l'enseignement est fixée par le ministre dont il dépend sur la base de l'attestation délivrée par les autorités compétentes, établie conformément aux modèles figurant aux annexes II et III.

Les prestations complètes mentionnées sur cette attestation, pour lesquelles le paiement s'est effectué en dixièmes et qui ne représentent pas une année complète de services effectifs par année scolaire, sont comptabilisées jour par jour. Le nombre global des jours de service ainsi accomplis et comportant des prestations complètes est multiplié par 1,2. Le total de cette opération arithmétique est ensuite divisé par 30. Le produit obtenu donne le nombre de mois à prendre en considération; on ne tient pas compte du reste.

Les prestations complètes mentionnées sur la même attestation, qui prouvent que l'agent a été occupé pendant une année scolaire complète, valent pour un total de 300 jours et représentent une année de services à prendre en considération.

Art. 18. La durée des services admissibles que compte l'agent ne peut jamais dépasser la durée réelle des périodes que couvrent ces services.

Section III. — Du paiement du traitement

Art. 19. § 1er. Le traitement du mois est égal à 1/12e du traitement. Il est payé le dernier jour ouvrable du mois auquel il se rapporte, sauf le paiement du traitement du mois de décembre qui a lieu le premier jour ouvrable du mois de janvier de l'année suivante. Il en est de même des allocations ainsi que de tout autre élément de la rémunération qui sont payés en même temps que le traitement.

Lorsque l'agent, définitif ou stagiaire, décède ou est admis à la retraite, le traitement du mois en cours reste dû.

§ 2. Lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, il est fractionné en trentièmes.

Si le nombre réel des journées payables est égal ou inférieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal au nombre réel des journées payables.

Si le nombre réel des journées payables est supérieur à quinze, le nombre des trentièmes dus est égal à la différence entre trente et le nombre réel des journées non payables.

§ 3. Lorsque le mois comprend deux périodes que différencie le montant ou l'imputation budgétaire du traitement :

1° le nombre des trentièmes dus pour la première période est fixé suivant le § 2;

2° le nombre total des trentièmes dus pour le mois est fixé suivant le § 2; il est toujours égal à trente si le mois est entièrement payable;

3° le nombre des trentièmes dus pour la seconde période est égal à la différence entre le nombre total des trentièmes dus pour le mois et le nombre des trentièmes dus pour la seconde période.

Art. 20. La rétribution horaire est égale à 1/1976e du traitement.

Art. 21. § 1er. Le traitement du mois est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Le traitement est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

§ 2. La rétribution horaire prévue par l'article 20 varie dans la même mesure que le traitement du mois auquel elle se rapporte.

Section IV. — Du traitement en cas de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales et d'absences pour convenance personnelle

Art. 22. Par dérogation à l'article 14, est admissible pour l'octroi des augmentations intercalaires la période durant laquelle l'agent effectue des prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle.

Art. 23. Par dérogation à l'article 19, § 1er, alinéa 1er, et §§ 2 et 3, le traitement mensuel ou la fraction de ce traitement sont établis conformément aux modes de calcul précisés ci-après pour les prestations réduites du chef d'un congé justifié par des raisons sociales ou familiales :

1° si les prestations réduites correspondent à des journées entières, le traitement mensuel afférent à des prestations complètes est multiplié par la fraction qui correspond à la proportion de ces prestations;

2° si les prestations réduites correspondent à une réduction journalière des prestations journalières, le traitement mensuel afférent à des prestations complètes est multiplié par le reliquat des prestations journalières et divisé par le nombre 7,6.

Art. 24. Par dérogation à l'article 19, § 1er, alinéa 1er, et §§ 2 et 3, la fraction du traitement mensuel dû pour les prestations réduites du chef d'absences pour convenance personnelle est fixée au prorata du traitement relatif à des prestations complètes.

Pour la durée de la période des prestations réduites, les augmentations intercalaires sont octroyées comme s'il s'agissait de prestations complètes; à l'expiration des prestations réduites, ces augmentations intercalaires restent acquises.

CHAPITRE III. — Régime particulier et transitoire

Art. 25. § 1er. La disposition reprise au § 2 s'applique exclusivement aux personnes engagées à titre précaire dans les administrations de l'Etat qui, après avoir été nommées en qualité d'agent de l'Etat sur la base des dispositions des articles 11 ou 13 de l'arrêté royal du 12 mars 1973 portant des mesures temporaires en faveur de certains agents des administrations de l'Etat, continuent, au sein des Services du Gouvernement, à exercer une fonction à prestations incomplètes.

§ 2. Par dérogation aux articles 15, 16 et 17, alinéa 1er, les services que les personnes visées au § 1er accomplissent à dater de leur nomination en qualité d'agent de l'Etat ou d'agent des Services de l'Exécutif ou d'agent des Services du Gouvernement, sont rémunérés pro rata temporis et entrent en ligne de compte pour l'octroi des augmentations intercalaires, selon leur durée relative, dans les délais et pour les montants prévus à l'échelle de leur grade.

Art. 26. Pour l'application du présent arrêté, l'ancienneté pécuniaire des agents est fixée, à sa date d'entrée en vigueur, à l'ancienneté pécuniaire dont ils bénéficiaient à cette date, compte tenu des dispositions qui leur étaient applicables.

CHAPITRE IV. — De la progression pécuniaire

Art. 27. La progression pécuniaire s'effectue, pour chaque agent, à l'intérieur du groupe d'échelles dont il relève, compte tenu de ses qualifications.

Art. 28. Les augmentations intercalaires sont octroyées compte tenu de l'ancienneté pécuniaire fixée conformément aux dispositions du chapitre II, section II, C, du présent arrêté.
Le nombre et la périodicité de ces augmentations figurent à l'annexe I.

Art. 29. § 1er. Les agents des rangs 10, 25, 20, 30 et 40 qui comptent trois ans d'ancienneté de niveau obtiennent l'échelle de traitement immédiatement supérieure dans le même rang.

§ 2. Les agents visés au § 1er qui comptent neuf ans d'ancienneté de niveau obtiennent l'échelle de traitement immédiatement supérieure dans le même rang.

Art. 30. L'échelle de traitement de chacun des grades est fixée comme suit, dans chacun des groupes de qualification :

| GRADES | ECHELLES | | | |
|-----------------------------|----------|----------|----------|----------|
| | Groupe 1 | Groupe 2 | Groupe 3 | Groupe 4 |
| — Secrétaire général | 170/1 | | | |
| — Administrateur général | 161/1 | | | |
| — Directeur général | 160/1 | | | |
| — Directeur général adjoint | 150/1 | | | |
| — Directeur | 120/1 | 120/2 | 120/3 | 120/4 |
| — Inspecteur principal | | 110/2 | | |
| — Attaché principal | 110/1 | 110/2 | 110/3 | 110/4 |
| — Inspecteur | | 100/2 | | |
| | | 101/2* | | |
| | | 102/2* | | |
| — Attaché | 100/1 | 100/2 | 100/3 | 100/4 |
| | 101/1* | 101/2* | 101/3* | 101/4* |
| | 102/1* | 102/2* | 102/3* | 102/4* |
| — Premier gradué | 270/1 | 270/2 | 270/3 | |
| — Gradué principal | 260/1 | 260/2 | 260/3 | |
| — Gradué | 250/1 | 250/2 | 250/3 | |
| | 251/1* | 251/2* | 251/3* | |
| | 252/1* | 252/2* | 252/3* | |
| — Premier assistant | 220/1 | 220/2 | | |
| — Assistant principal | 210/1 | 210/2 | | |
| — Assistant | 200/1 | 200/2 | | |
| | 201/1* | 201/2* | | |
| | 202/1* | 202/2* | | |
| — Premier adjoint | 320/1 | 320/2 | 320/3 | |
| — Adjoint principal | 310/1 | 310/2 | 310/3 | |
| — Adjoint | 300/1 | 300/2 | 300/3 | |
| | 301/1* | 301/2* | 301/3* | |
| | 302/1* | 302/2* | 302/3* | |
| — Premier agent | 420/1 | 420/2 | 420/3 | |
| — Agent principal | 410/1 | 410/2 | 410/3 | |
| — Agent | 400/1 | 400/2 | 400/3 | |
| | 401/1* | 401/2* | 401/3* | |
| | 402/1* | 402/2* | 402/3* | |

(*) Compte tenu de la progression pécuniaire prévue à l'article 29.

CHAPITRE V. — De l'allocation de formation

Art. 31. L'allocation de formation prévue à l'article 50 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est fixée au quart de la différence entre le montant de base de l'échelle 120/1 et le montant de base de l'échelle 150/1.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 32. Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires d'un grade figurant à l'annexe IV bénéficient de l'échelle de traitement fixée conformément à l'article 30, classée dans le groupe de qualification figurant en regard de leur grade

Art. 33. § 1er. Par dérogation à l'article 5 du présent arrêté, les agents qui, à la date de son entrée en vigueur, bénéficiaient d'une des échelles de traitement suivantes : 14/1, 12/1, 29/5, 29/4, 29/3, 29/2, 29/1, 28/7, 28/6, 28/5, 28/4, 25/6, 25/4, 25/3, 25/2, 25/1, 24/8, 24/6, 24/3, 24/2, 24/1, 23/2, 23/1, 22/4, 35/2, 35/1, 34/5, 34/4, 34/3, 34/2, 34/1, 44/3, 44/1, 43/5, bénéficient de l'échelle de traitement de même indice figurant en annexe V aussi longtemps qu'ils obtiennent dans ladite échelle un traitement supérieur à celui auquel ils pourraient prétendre compte tenu de leurs grade et qualifications.

§ 2. Par dérogation au même article, les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient d'une des échelles suivantes :

1° chef de section (R 24)

744.508 - 1.132.759

3/1 X 10.689

1/2 X 10.689

1/2 X 14.246

2/2 X 28.493

11/2 X 24.933

(CL. 20A — N2 — G.A.)

2° vérificateur-expert comptable de 1re classe (R 24)

751.631 - 1.114.949

3/1 X 10.689

1/2 X 10.689

1/2 X 14.246

2/2 X 28.493

10/2 X 24.933

(CL. 20A — N2 — G.A.)

3° metteur en page de 1re classe (R 34)

619.844 - 817.529

3/1 X 8.905

4/2 X 10.689

9/2 X 14.246

(CL. 18A — N3 -G.A.)

4° chef technicien de la recherche ou chef d'atelier

653.683 - 992.067

3/1 X 10.689

1/2 X 10.689

1/2 X 14.246

1/2 X 28.493

1/2 X 28.492

9/2 X 24.933

5° correspondant en chef de la recherche, premier chef technicien de la recherche ou premier chef d'atelier

707.708 - 1.070.627

3/1 X 10.689

1/2 X 10.689

1/2 X 14.247

2/2 X 28.493

10/2 X 24.933

6° premier correspondant en chef de la recherche

833.554 - 1.193.872

3/1 X 10.689

1/2 X 10.689

1/2 X 14.246

2/2 X 28.493

10/2 X 24.933

bénéficient respectivement des échelles 24/C, 24/D, 34/C, 23/1, 24/1 et 25/2 figurant à l'annexe V du présent arrêté.

Art. 34. Par dérogation à l'article 30 du présent arrêté, les agents qui, à la date de son entrée en vigueur, sont titulaires des grades ci-dessous bénéficient de l'échelle figurant en regard de l'intitulé de leur grade et reprise à l'annexe VI :

| | |
|--|--------|
| sous-chef de bureau | 210/1S |
| chef administratif | 220/1S |
| chef de groupe | 270/2S |
| délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse | 270/3S |
| assistant social en chef | 270/3S |
| infirmier en chef | 270/3S |

Art. 35. Les agents qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient d'un traitement supérieur à celui auquel ils pourraient prétendre compte tenu de leurs grade et qualifications conservent le bénéfice de l'échelle de traitement qui était la leur sous le régime pécuniaire antérieur aussi longtemps qu'ils obtiennent dans ladite échelle un traitement supérieur.

Art. 36. Pendant une période de cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les cas où se présente une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du nouveau statut pécuniaire, un tempérament soit apporté à l'application littérale des règles qu'il édicte, sont réglés par le Gouvernement. Il ne peut, toutefois, être dérogé aux articles 9 et 18.

CHAPITRE VII. — Dispositions abrogatoires

Art. 37. Sont abrogés à l'égard des agents soumis à l'ensemble des dispositions de l'arrêté du Gouvernement portant statut des agents des Services du Gouvernement :

- l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, tel qu'il a été modifié;
- l'arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs ministères, tel qu'il a été modifié;
- l'arrêté royal du 30 juillet 1976 portant statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat, tel qu'il a été modifié;
- l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat;
- l'arrêté royal du 11 février 1977 relatif à l'octroi de l'échelle de traitement dite de "sélectionné" à des agents de certains ministères;
- l'arrêté royal du 28 septembre 1976 accordant une allocation à certains agents des administrations de l'Etat, lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, à l'exception de l'article 31 qui entre en vigueur le 1er janvier 1997.

Art. 39. La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 avril 1995.

Le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

ANNEXE I

Echelles du niveau 4

1. Echelles de base

| | 400/1 | 401/1 | 402/1 | 410/1 |
|----------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Minimum | 490.000 | 506.000 | 537.500 | 570.500 |
| Echelons | 3 (1) X 6.000 12 (2) X 2.400 | 3 (1) X 6.000 12 (2) X 2.400 | 3 (1) X 6.000 12 (2) X 2.400 | 3 (1) X 6.000 12 (2) X 2.400 |

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 400/2, 401/2, 402/2 et 410/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 6.500.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 400/3, 401/3, 402/3 et 410/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 13.000.

4. Echelles de promotion

L'échelle 420/1 est constituée de l'échelle 410/1 augmentée d'un forfait de 42.500.

L'échelle 420/2 est constituée de l'échelle 410/2 augmentée d'un forfait de 42.500.

L'échelle 420/3 est constituée de l'échelle 410/3 augmentée d'un forfait de 42.500.

Echelles du niveau 3

1. Echelles de base

| | 300/1 | 301/1 | 302/1 | 310/1 |
|----------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Minimum | 505.000 | 512.000 | 528.500 | 545.000 |
| Echelons | 3 (1) X 6.000 13 (2) X 10.400 | 3 (1) X 6.000 13 (2) X 10.400 | 3 (1) X 6.000 13 (2) X 10.400 | 3 (1) X 6.000 13 (2) X 10.400 |

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 300/2, 301/2, 302/2 et 310/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 17.000.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 300/3, 301/3, 302/3 et 310/3 sont constituées des échelles de base augmentées d'un forfait de 60.000.

4. Echelles de Promotion

L'échelle 320/1 est constituée de l'échelle 310/1 augmentée d'un forfait de 92.500.

L'échelle 320/2 est constituée de l'échelle 310/2 augmentée d'un forfait de 92.500.

L'échelle 320/3 est constituée de l'échelle 310/3 augmentée d'un forfait de 92.500.

Echelles du niveau 2

1. Echelles de base

| | 200/1 | 201/1 | 202/1 | 210/1 |
|----------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Minimum | 541.000 | 545.000 | 549.000 | 565.000 |
| Echelons | 3 (1) X 11.000 14 (2) X 25.500 | 3 (1) X 11.000 14 (2) X 25.500 | 3 (1) X 11.000 14 (2) X 25.500 | 3 (1) X 11.000 14 (2) X 25.500 |

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 200/2, 201/2, 202/2 et 210/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 33.000.

3. Echelles de promotion

L'échelle 220/1 est constituée de l'échelle 210/1 augmentée d'un forfait de 180.000.

L'échelle 220/2 est constituée de l'échelle 210/2 augmentée d'un forfait de 180.000.

Echelles du niveau 2+

1. Echelles de base

| | 250/1 | 251/1 | 252/1 | 260/1 |
|----------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Minimum | 575.000 | 599.000 | 623.500 | 648.000 |
| Echelons | 3 (1) X 11.000 13 (2) X 22.500 | 3 (1) X 11.000 13 (2) X 22.500 | 3 (1) X 11.000 13 (2) X 22.500 | 3 (1) X 11.000 13 (2) X 22.500 |

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 250/2, 251/2, 252/2 et 260/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 50.000.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 250/3, 251/3, 252/3 et 260/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 120.000.

4. Echelles de promotion

L'échelle 270/1 est constituée de l'échelle 260/1 augmentée d'un forfait de 121.000.

L'échelle 270/2 est constituée de l'échelle 260/2 augmentée d'un forfait de 121.000.

L'échelle 270/3 est constituée de l'échelle 260/3 augmentée d'un forfait de 189.000.

Echelles du niveau 1**1. Echelles de base**

| | 100/1 | 101/1 | 102/1 | 110/1 |
|----------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Minimum | 823.000 | 879.500 | 945.500 | 1.011.000 |
| Echelons | 3 (1) X 25.000 10 (2) X 38.500 | 3 (1) X 25.000 10 (2) X 38.500 | 3 (1) X 25.000 10 (2) X 38.500 | 3 (1) X 25.000 10 (2) X 38.500 |

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 100/2, 101/2, 102/2 et 110/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 65.500.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 100/3, 101/3, 102/3 et 110/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 197.000.

4. Echelles de qualification 4

Les échelles 100/4, 101/4, 102/4 et 110/4 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 225.000.

5. Echelles de promotion

| | 120/1 | 120/2 | 120/3 | 120/4 | 150/1 | 160/1 | 161/1 | 170/1 |
|----------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Minimum | 1.131.000 | 1.197.500 | 1.444.000 | 1.494.000 | 1.563.000 | 1.862.500 | 1.963.000 | 2.063.500 |
| Echelons | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 58.000 | 11(2) x 62.400 |

Vu pour être annexé à l'arrêté du 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

ANNEXE II

Modèle de l'attestation pour les services prestés dans l'enseignement

Personnel directeur et enseignant de :
l'enseignement de l'Etat, subventionné, provincial ou communal (*)

ATTESTATION

portant sur:

- les services prestés dans l'enseignement de l'Etat;
- les subventions-traitements accordées pour des prestations dans l'enseignement subventionné (*).

Le soussigné (Nom et grade):

- auprès du Ministère de l'Education nationale - Direction du personnel de l'enseignement de l'Etat/subventionné (*)
- auprès du Gouvernement provincial de la province de
- auprès de l'Administration communale de

déclare que Mme, Melle, M. (*):

né(e) le a été titulaire d'une fonction

- à l'enseignement de l'Etat;
- à l'enseignement subventionné pour laquelle des subventions-traitements ont été accordées (*) aux établissements cités ci-après:

| Etablissements (Nom, adresse, section) | Périodes (du / au) | Echelles de traitement | Prestations (complètes/incomplètes) | Paiements en 10èmes / 12èmes |
|---|-----------------------|---------------------------|--|------------------------------|
| | | | | |

L'intéressé(e) détient les diplômes et attestations de capacité suivants:

Remarques:

Donné à

(Nom, grade du niveau 1,

cachet

(*) biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

ANNEXE III

Modèle de l'attestation pour les services prestés dans l'enseignement

Personnel directeur et enseignant de:
l'enseignement organisé ou subventionné par les Communautés (*)

ATTESTATION

portant sur:

- les services prestés dans l'enseignement organisé par les Communautés (*);
- les subventions-traitements accordées pour des prestations dans l'enseignement subventionné par les Communautés (*).

Le soussigné (Nom, grade et administration)

déclare que Mme, Melle, M. (*):

né(e) le . . . a été titulaire d'une fonction

— à l'enseignement organisé par la Communauté française;

— à l'enseignement subventionné pour laquelle des subventions-traitements ont été accordées (*) aux établissements cités ci-après:

| Etablissements (Nom, adresse, section) | Périodes (du / au) | Echelles de traitement | Prestations (complètes/incomplètes) | Paiements en 10èmes / 12èmes |
|---|-----------------------|---------------------------|--|------------------------------|
| | | | | |

L'intéressé(e) détient les diplômes et attestations de capacité suivants:

Remarques:

Donné à

(Nom, grade du niveau 1,

cachet

(*) biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

ANNEXE IV

| <u>grades nouveaux</u> | <u>grades anciens</u> | <u>groupes de qualification</u> |
|------------------------------|---|---------------------------------|
| secrétaire général | secrétaire général | 1 |
| administrateur général | administrateur général | 1 |
| directeur général | commissaire général au tourisme | 1 |
| directeur général | directeur général | 1 |
| directeur général adjoint | administrateur général adjoint | 1 |
| directeur général adjoint | commissaire au tourisme | 1 |
| directeur général adjoint | directeur d'administration | 1 |
| directeur général adjoint | directeur-gérant | 1 |
| directeur général adjoint | inspecteur général | 1 |
| directeur | architecte-directeur | 1 |
| directeur | conseiller | 1 |
| directeur | conseiller de la fonction publique | 1 |
| directeur | conseiller juridique | 1 |
| directeur | conseiller technique | 1 |
| directeur | conseiller-chef de service | 1 |
| directeur | directeur | 1 |
| directeur | directeur-gérant adjoint | 1 |
| directeur | dirigeant du service technique | 1 |
| directeur | informaticien-directeur | 4 |
| directeur | ingénieur en chef-directeur | 3 |
| directeur | ingénieur industriel-directeur | 1 |
| directeur | inspecteur en chef | 2 |
| directeur | inspecteur en chef-directeur | 3 |
| directeur | médecin en chef-directeur | 3 |
| directeur | médecin-directeur | 3 |
| directeur | premier conseiller | 1 |
| directeur | premier conseiller juridique | 1 |
| directeur | traducteur-directeur | 2 |
| attaché ou attaché principal | architecte | 1 |
| attaché ou attaché principal | architecte principal | 1 |
| attaché ou attaché principal | architecte-chef de service | 1 |
| attaché ou attaché principal | bibliothécaire | 1 |
| attaché ou attaché principal | chef de division | 2 |
| attaché ou attaché principal | chef de service interrégional | 1 |
| attaché ou attaché principal | commissaire principal | 1 |
| attaché ou attaché principal | conseiller adjoint | 1 |
| attaché ou attaché principal | conseiller adjoint-chef de service | 1 |
| attaché ou attaché principal | conseiller juridique adjoint | 1 |
| attaché ou attaché principal | conseiller pédagogique | 1 |
| attaché ou attaché principal | conseiller pédagogique principal | 1 |
| attaché ou attaché principal | coordonnateur-chef de service | 1 |
| attaché ou attaché principal | directeur administratif | 1 |
| attaché ou attaché principal | directeur de 1ère classe d'un institut médico-pédagogique | 1 |
| attaché ou attaché principal | directeur de 2ème classe | 1 |
| attaché ou attaché principal | directeur de service subrégional | 1 |
| attaché ou attaché principal | informaticien | 4 |
| attaché ou attaché principal | informaticien-expert | 4 |
| attaché ou attaché principal | ingénieur | 3 |
| attaché ou attaché principal | ingénieur industriel | 1 |
| attaché ou attaché principal | ingénieur industriel principal | 3 |
| attaché ou attaché principal | ingénieur industriel-chef de service | 1 |
| attaché ou attaché principal | ingénieur principal | 3 |
| attaché ou attaché principal | ingénieur principal-chef de service | 3 |
| attaché ou attaché principal | inspecteur hygiéniste | 3 |
| attaché ou attaché principal | inspecteur médecin-chef de service | 3 |
| attaché ou attaché principal | inspecteur technique principal | 1 |

| grades nouveaux | grades anciens | groupes de qualification |
|------------------------------------|---|--------------------------|
| attaché ou attaché principal | inspecteur-médecin | 3 |
| attaché ou attaché principal | inspecteur-médecin psychiatre | 3 |
| attaché ou attaché principal | médecin | 3 |
| attaché ou attaché principal | médecin-chef de service | 3 |
| attaché ou attaché principal | pharmacien | 3 |
| attaché ou attaché principal | professeur | 1 |
| attaché ou attaché principal | psychologue | 1 |
| attaché ou attaché principal | secrétaire d'administration | 1 |
| attaché ou attaché principal | sous-directeur administratif | 1 |
| attaché ou attaché principal | sous-directeur pédagogique | 1 |
| attaché ou attaché principal | traducteur-réviseur | 2 |
| attaché ou attaché principal | traducteur-réviseur principal | 2 |
| inspecteur ou inspecteur principal | inspecteur | 2 |
| inspecteur ou inspecteur principal | inspecteur principal | 2 |
| inspecteur ou inspecteur principal | inspecteur principal-chef de service | 2 |
| assistant social en chef | assistant social en chef | 3 |
| chef de groupe | chef de groupe | 2 |
| chef de nursing | chef de nursing | 3 |
| délégué permanent en chef | délégué permanent en chef | 3 |
| infirmier en chef | infirmier en chef | 3 |
| infirmier gradué en chef | infirmier gradué en chef | 3 |
| gradué ou gradué principal | analyste de programmation | 3 |
| gradué ou gradué principal | analyste en biologie clinique | 3 |
| gradué ou gradué principal | analyste en biologie clinique de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | analyste en biologie clinique principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | architecte paysagiste | 2 |
| gradué ou gradué principal | aspirant-chef de section adjoint | 2 |
| gradué ou gradué principal | aspirant-maître d'éducation physique | 2 |
| gradué ou gradué principal | aspirant-maître d'enseignement professionnel | 2 |
| gradué ou gradué principal | aspirant-professeur | 2 |
| gradué ou gradué principal | assistant en psychologie | 3 |
| gradué ou gradué principal | assistant en psychologie de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | assistant en psychologie principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | assistant médical | 3 |
| gradué ou gradué principal | assistant médical de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | assistant médical principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | assistant social | 3 |
| gradué ou gradué principal | assistant social de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | assistant social principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | auxiliaire social | 3 |
| gradué ou gradué principal | auxiliaire social de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | auxiliaire social principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | chef de section | 2 |
| gradué ou gradué principal | chef de section adjoint | 2 |
| gradué ou gradué principal | chef éducateur d'un institut médico-pédagogique | 2 |
| gradué ou gradué principal | chef programmeur | 3 |
| gradué ou gradué principal | délégué permanent | 3 |
| gradué ou gradué principal | délégué permanent de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | délégué permanent principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | diététicien | 3 |
| gradué ou gradué principal | diététicien de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | diététicien principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | documentaliste | 1 |
| gradué ou gradué principal | documentaliste principal | 1 |
| gradué ou gradué principal | éducateur | 3 |

| grades nouveaux | grades anciens | groupes de qualification |
|----------------------------------|---|--------------------------|
| gradué ou gradué principal | éducateur de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | éducateur de 1ère classe d'un institut médico-pédagogique | 2 |
| gradué ou gradué principal | éducateur de 2ème classe d'un institut médico-pédagogique | 2 |
| gradué ou gradué principal | éducateur principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | ergothérapeute | 3 |
| gradué ou gradué principal | ergothérapeute de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | ergothérapeute principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | infirmier gradué | 3 |
| gradué ou gradué principal | infirmier gradué A | 3 |
| gradué ou gradué principal | infirmier gradué B | 3 |
| gradué ou gradué principal | infirmier gradué C | 3 |
| gradué ou gradué principal | infirmier gradué de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | infirmier gradué en chef adjoint | 3 |
| gradué ou gradué principal | infirmier gradué principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | ingénieur technicien | 3 |
| gradué ou gradué principal | ingénieur technicien principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | inspectrice | 3 |
| gradué ou gradué principal | inspectrice chef | 3 |
| gradué ou gradué principal | kinésithérapeute | 3 |
| gradué ou gradué principal | kinésithérapeute de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | kinésithérapeute principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | laborantin | 2 |
| gradué ou gradué principal | logopède | 3 |
| gradué ou gradué principal | logopède de 1ère classe | 3 |
| gradué ou gradué principal | logopède principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | maître d'éducation physique | 2 |
| gradué ou gradué principal | maître d'enseignement professionnel | 2 |
| gradué ou gradué principal | professeur | 2 |
| gradué ou gradué principal | programmeur | 3 |
| gradué ou gradué principal | secrétaire de direction | 1 |
| gradué ou gradué principal | secrétaire principal de direction | 1 |
| gradué ou gradué principal | sous-inspectrice | 3 |
| gradué ou gradué principal | technicien principal | 2 |
| gradué ou gradué principal | traducteur | 3 |
| gradué ou gradué principal | traducteur principal | 3 |
| gradué ou gradué principal | traducteur-chef | 3 |
| gradué ou gradué principal | vérificateur | 1 |
| gradué ou gradué principal | vérificateur adjoint | 1 |
| gradué ou gradué principal | vérificateur principal | 1 |
| chef administratif | chef administratif | 1 |
| sous-chef de bureau | sous-chef de bureau | 1 |
| assistant ou assistant principal | adjoint de secrétariat | 1 |
| assistant ou assistant principal | agent-comptable | 2 |
| assistant ou assistant principal | aide technique | 2 |
| assistant ou assistant principal | aide technique en chef | 2 |
| assistant ou assistant principal | aide technique principal | 2 |
| assistant ou assistant principal | bibliothécaire adjoint | 1 |
| assistant ou assistant principal | bibliothécaire de 1ère classe | 1 |
| assistant ou assistant principal | chef de greffe | 1 |
| assistant ou assistant principal | chef de section | 1 |
| assistant ou assistant principal | chef éducatrice d'un centre d'accueil | 1 |
| assistant ou assistant principal | chef technicien de la recherche | 2 |
| assistant ou assistant principal | contremaître | 2 |
| assistant ou assistant principal | contrôleur adjoint des travaux | 2 |
| assistant ou assistant principal | contrôleur des travaux | 2 |

| <u>grades nouveaux</u> | <u>grades anciens</u> | <u>groupes de qualification</u> |
|----------------------------------|---|---------------------------------|
| assistant ou assistant principal | contrôleur principal des travaux | 2 |
| assistant ou assistant principal | correspondant de la recherche | 2 |
| assistant ou assistant principal | correspondant en chef de la recherche | 2 |
| assistant ou assistant principal | dessinateur | 2 |
| assistant ou assistant principal | dessinateur en chef | 2 |
| assistant ou assistant principal | dessinateur principal | 2 |
| assistant ou assistant principal | géomètre-expert immobilier de 1ère classe | 1 |
| assistant ou assistant principal | gestionnaire de bibliothèque | 1 |
| assistant ou assistant principal | gestionnaire de bibliothèque en chef | 1 |
| assistant ou assistant principal | gestionnaire de la documentation | 1 |
| assistant ou assistant principal | gestionnaire des bâtiments | 2 |
| assistant ou assistant principal | gestionnaire principal de bibliothèque | 1 |
| assistant ou assistant principal | hospitalier A | 2 |
| assistant ou assistant principal | hospitalier B | 2 |
| assistant ou assistant principal | hôtesse | 1 |
| assistant ou assistant principal | infirmier breveté A | 2 |
| assistant ou assistant principal | infirmier breveté B | 2 |
| assistant ou assistant principal | inspecteur adjoint de la comptabilité | 2 |
| assistant ou assistant principal | inspecteur technique | 2 |
| assistant ou assistant principal | maquettiste | 1 |
| assistant ou assistant principal | moniteur d'organisation | 1 |
| assistant ou assistant principal | paysagiste de 1ère classe | 2 |
| assistant ou assistant principal | premier correspondant en chef de la recherche | 2 |
| assistant ou assistant principal | premier ouvrier qualifié | 2 |
| assistant ou assistant principal | premier technicien de la recherche | 2 |
| assistant ou assistant principal | rédacteur | 1 |
| assistant ou assistant principal | rédacteur-comptable | 2 |
| assistant ou assistant principal | réviseur-comptable | 2 |
| assistant ou assistant principal | technicien de la recherche | 2 |
| assistant ou assistant principal | vérificateur | 1 |
| assistant ou assistant principal | vérificateur comptable principal | 2 |
| assistant ou assistant principal | vérificateur-comptable | 2 |
| assistant ou assistant principal | vérificateur-expert comptable de 1ère classe | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | agent en chef des finances | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | agent principal des finances | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | agent technique | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | agent technique mécanographe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | agent-comptable de 1ère classe | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | assistante médicale-puéricultrice | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | assistante médicale-puéricultrice en chef | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | assistante médicale-puéricultrice principale | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | chef d'atelier de 1ère classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | chef d'atelier de 2ème classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | chef d'atelier de 3ème classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | chef des ateliers | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | chef opérateur mécanographe de 1ère classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | chef opérateur mécanographe de 2ème classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | chef technicien | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | chef technicien spécialisé | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | commis | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | commis principal | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | commis-chef | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | commis-dactylographe | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | commis-dactylographe chef | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | commis-dactylographe principal | 1 |

| <u>grades nouveaux</u> | <u>grades anciens</u> | <u>groupes de qualification</u> |
|------------------------------|---|---------------------------------|
| adjoint ou adjoint principal | commis-sténodactylographe | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | commis-sténodactylographe chef | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | commis-sténodactylographe principal | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | commis-sténodactylographe-secrétaire | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | contremaitre de 1ère classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | contremaitre de 2ème classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | contremaitre de 3ème classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | contrôleur spécial adjoint | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | correspondant adjoint de la recherche | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | éducateur de 3ème classe | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | éducateur de 3ème classe d'un institut médico-pédagogique | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | éducateur en chef de 3ème classe | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | éducateur en chef de 3ème classe d'un institut médico-pédagogique | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | éducateur principal de 3ème classe | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | éducateur principal de 3ème classe d'un institut médico-pédagogique | 1 |
| adjoint ou adjoint principal | opérateur mécanographe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | opérateur mécanographe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | ouvrier qualifié | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | ouvrier sélectionné B | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | premier surveillant de travaux | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | premier technicien | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | puéricultrice | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | puéricultrice en chef | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | puéricultrice principale | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | surveillant adjoint de travaux | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | surveillant de travaux | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | technicien adjoint de la recherche | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | technicien de 1ère classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | technicien de 2ème classe | 3 |
| adjoint ou adjoint principal | technicien spécial 2ème classe | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | technicien spécial de 1ère classe | 2 |
| adjoint ou adjoint principal | technicien spécialisé principal | 2 |
| agent ou agent principal | agent désinfecteur | 2 |
| agent ou agent principal | agent en chef | 1 |
| agent ou agent principal | agent principal | 1 |
| agent ou agent principal | aide qualifié | 2 |
| agent ou agent principal | chauffeur de chaudière | 1 |
| agent ou agent principal | chef cuisinier | 3 |
| agent ou agent principal | chef huissier | 1 |
| agent ou agent principal | chef huissier principal | 1 |
| agent ou agent principal | chef ouvrier surveillant | 2 |
| agent ou agent principal | classeur | 2 |
| agent ou agent principal | concierge | 1 |
| agent ou agent principal | conducteur d'auto | 2 |
| agent ou agent principal | conducteur d'auto | 2 |
| agent ou agent principal | conducteur d'auto-mécanicien | 2 |
| agent ou agent principal | cuisinier | 3 |
| agent ou agent principal | dactylographe | 2 |
| agent ou agent principal | expéditionnaire | 2 |
| agent ou agent principal | garçon de bureau | 2 |
| agent ou agent principal | garçon de laboratoire | 2 |
| agent ou agent principal | manoeuvre | 1 |
| agent ou agent principal | manoeuvre B | 1 |
| agent ou agent principal | manoeuvre principal | 1 |
| agent ou agent principal | mécanicien de véhicule | 1 |

| grades nouveaux | grades anciens | groupes de qualification |
|--------------------------|--|---------------------------------|
| agent ou agent principal | messenger-huissier | 1 |
| agent ou agent principal | messenger-huissier | 1 |
| agent ou agent principal | messenger-huissier principal | 1 |
| agent ou agent principal | nettoyeuse | 1 |
| agent ou agent principal | ouvrier d'entretien | 2 |
| agent ou agent principal | ouvrier non qualifié | 2 |
| agent ou agent principal | ouvrier qualifié A | 2 |
| agent ou agent principal | ouvrier qualifié B | 2 |
| agent ou agent principal | ouvrier surveillant | 2 |
| agent ou agent principal | ouvrier surveillant principal | 2 |
| agent ou agent principal | poinçonneur mécanographe | 2 |
| agent ou agent principal | premier ouvrier chef d'équipe-mécanicien de véhicule | 2 |
| agent ou agent principal | premier ouvrier spécialiste | 2 |
| agent ou agent principal | premier ouvrier spécialiste | 2 |
| agent ou agent principal | premier ouvrier spécialiste A | 2 |
| agent ou agent principal | premier ouvrier spécialiste-chef d'équipe | 2 |
| agent ou agent principal | premier ouvrier spécialiste-chef d'équipe A | 2 |
| agent ou agent principal | premier ouvrier spécialiste-mécanicien de véhicule | 2 |
| agent ou agent principal | premier poinçonneur mécanographe spécialiste | 2 |
| agent ou agent principal | préparateur | 3 |
| agent ou agent principal | relicieur | 3 |
| agent ou agent principal | surveillant | 2 |
| agent ou agent principal | surveillant en chef | 2 |
| agent ou agent principal | surveillant principal | 2 |
| agent ou agent principal | surveillant spécial | 2 |
| agent ou agent principal | surveillant spécial principal | 2 |
| agent ou agent principal | téléphoniste | 2 |
| agent ou agent principal | veilleur de nuit | 1 |

Vu pour être annexé à l'arrêté du 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

ANNEXE V.

Echelles de traitement transitoires à 100%
au 1/1/1996.

| INDICE | 14/1 | 12/1 |
|--------------------------------|------------|-------------------------|
| Augmentations intercalaires | 14/2x54230 | 3/1x25307 11/2x38865 |
| 0 | 1214807 | 1034049 |
| 1 | 1214807 | 1059356 |
| 2 | 1269037 | 1084663 |
| 3 | 1269037 | 1109970 |
| 4 | 1323267 | 1109970 |
| 5 | 1323267 | 1148835 |
| 6 | 1377497 | 1148835 |
| 7 | 1377497 | 1187700 |
| 8 | 1431727 | 1187700 |
| 9 | 1431727 | 1226565 |
| 10 | 1485957 | 1226565 |
| 11 | 1485957 | 1265430 |
| 12 | 1540187 | 1265430 |
| 13 | 1540187 | 1304295 |
| 14 | 1594417 | 1304295 |
| 15 | 1594417 | 1343160 |
| 16 | 1648647 | 1343160 |
| 17 | 1648647 | 1382025 |
| 18 | 1702877 | 1382025 |
| 19 | 1702877 | 1420890 |
| 20 | 1757107 | 1420890 |
| 21 | 1757107 | 1459755 |
| 22 | 1811337 | 1459755 |
| 23 | 1811337 | 1498620 |
| 24 | 1865567 | 1498620 |
| 25 | 1865567 | 1537485 |
| 26 | 1919797 | |
| 27 | 1919797 | |
| 28 | 1974027 | |

| INDICE | 29/5 | 29/4 | 29/3 | 29/2 | 29/1 |
|--------------------------------|--|-------------------------|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| Augmentations intercalaires | 3/1x10849 1/2x10849 1/2x14460 2/2x28920 11/2x25307 | 3/1x21693 12/2x28920 | 1/1x12651 2/1x21693 13/2x23499 | 3/1x10849 1/2x10849 1/2x14460 2/2x28920 10/2x25307 | 1/1x12651 2/1x21693 13/2x23499 |
| 0 | 882209 | 838831 | 872384 | 846057 | 827982 |
| 1 | 893058 | 860524 | 885035 | 856906 | 840633 |
| 2 | 903907 | 882217 | 906728 | 867755 | 862326 |
| 3 | 914756 | 903910 | 928421 | 878604 | 884019 |
| 4 | 914756 | 903910 | 928421 | 878604 | 884019 |
| 5 | 925605 | 932830 | 951920 | 889453 | 907518 |
| 6 | 925605 | 932830 | 951920 | 889453 | 907518 |
| 7 | 940065 | 961750 | 975419 | 903913 | 931017 |
| 8 | 940065 | 961750 | 975419 | 903913 | 931017 |
| 9 | 968985 | 990670 | 998918 | 932833 | 954516 |
| 10 | 968985 | 990670 | 998918 | 932833 | 954516 |
| 11 | 997905 | 1019590 | 1022417 | 961753 | 978015 |
| 12 | 997905 | 1019590 | 1022417 | 961753 | 978015 |
| 13 | 1023212 | 1048510 | 1045916 | 987060 | 1001514 |
| 14 | 1023212 | 1048510 | 1045916 | 987060 | 1001514 |
| 15 | 1048519 | 1077430 | 1069415 | 1012367 | 1025013 |
| 16 | 1048519 | 1077430 | 1069415 | 1012367 | 1025013 |
| 17 | 1073826 | 1106350 | 1092914 | 1037674 | 1048512 |
| 18 | 1073826 | 1106350 | 1092914 | 1037674 | 1048512 |
| 19 | 1099133 | 1135270 | 1116413 | 1062981 | 1072011 |
| 20 | 1099133 | 1135270 | 1116413 | 1062981 | 1072011 |
| 21 | 1124440 | 1164190 | 1139912 | 1088288 | 1095510 |
| 22 | 1124440 | 1164190 | 1139912 | 1088288 | 1095510 |
| 23 | 1149747 | 1193110 | 1163411 | 1113595 | 1119009 |
| 24 | 1149747 | 1193110 | 1163411 | 1113595 | 1119009 |
| 25 | 1175054 | 1222030 | 1186910 | 1138902 | 1142508 |
| 26 | 1175054 | 1222030 | 1186910 | 1138902 | 1142508 |
| 27 | 1200361 | 1250950 | 1210409 | 1164209 | 1166007 |
| 28 | 1200361 | | 1210409 | 1164209 | 1166007 |
| 29 | 1225668 | | 1233908 | 1189516 | 1189506 |
| 30 | 1225668 | | | 1189516 | |
| 31 | 1250975 | | | 1214823 | |
| 32 | 1250975 | | | | |
| 33 | 1276282 | | | | |

| INDICE | 28/7 | 28/5 | 28/4 | 28/3 |
|--------------------------------|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------|
| Augmentations intercalaires | 3/1x21693 12/2x28920 | 1/1x12651 2/1x21693 12/2x23499 | 1/1x12651 2/1x21693 12/2x21693 | 3/1x12650 12/2x21693 |
| 0 | 732783 | 808098 | 799060 | 788211 |
| 1 | 754476 | 820749 | 811711 | 800861 |
| 2 | 776169 | 842442 | 833404 | 813511 |
| 3 | 797862 | 864135 | 855097 | 826161 |
| 4 | 797862 | 864135 | 855097 | 826161 |
| 5 | 826782 | 887634 | 876790 | 847854 |
| 6 | 826782 | 887634 | 876790 | 847854 |
| 7 | 855702 | 911133 | 898483 | 869547 |
| 8 | 855702 | 911133 | 898483 | 869547 |
| 9 | 884622 | 934632 | 920176 | 891240 |
| 10 | 884622 | 934632 | 920176 | 891240 |
| 11 | 913542 | 958131 | 941869 | 912933 |
| 12 | 913542 | 958131 | 941869 | 912933 |
| 13 | 942462 | 981630 | 963562 | 934626 |
| 14 | 942462 | 981630 | 963562 | 934626 |
| 15 | 971382 | 1005129 | 985255 | 956319 |
| 16 | 971382 | 1005129 | 985255 | 956319 |
| 17 | 1000302 | 1028628 | 1006948 | 978012 |
| 18 | 1000302 | 1028628 | 1006948 | 978012 |
| 19 | 1029222 | 1052127 | 1028641 | 999705 |
| 20 | 1029222 | 1052127 | 1028641 | 999705 |
| 21 | 1058142 | 1075626 | 1050334 | 1021398 |
| 22 | 1058142 | 1075626 | 1050334 | 1021398 |
| 23 | 1087062 | 1099125 | 1072027 | 1043091 |
| 24 | 1087062 | 1099125 | 1072027 | 1043091 |
| 25 | 1115982 | 1122624 | 1093720 | 1064784 |
| 26 | 1115982 | 1122624 | 1093720 | 1064784 |
| 27 | 1144902 | 1146123 | 1115413 | 1086477 |

| INDICE | 25/6 | 25/4 | 25/3 | 25/2 | 25/1 |
|--------------------------------|-------------------------|--|--|--|--|
| Augmentations intercalaires | 3/1x21757 12/2x29006 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 |
| 0 | 841310 | 931952 | 884816 | 848558 | 808490 |
| 1 | 863067 | 942833 | 895697 | 859439 | 819371 |
| 2 | 884824 | 953714 | 906578 | 870320 | 830252 |
| 3 | 906581 | 964595 | 917459 | 881201 | 841133 |
| 4 | 906581 | 964595 | 917459 | 881201 | 841133 |
| 5 | 935587 | 975476 | 928340 | 892082 | 852014 |
| 6 | 935587 | 975476 | 928340 | 892082 | 852014 |
| 7 | 964593 | 989978 | 942842 | 906584 | 866516 |
| 8 | 964593 | 989978 | 942842 | 906584 | 866516 |
| 9 | 993599 | 1018984 | 971848 | 935590 | 895522 |
| 10 | 993599 | 1018984 | 971848 | 935590 | 895522 |
| 11 | 1022605 | 1047990 | 1000854 | 964596 | 924528 |
| 12 | 1022605 | 1047990 | 1000854 | 964596 | 924528 |
| 13 | 1051611 | 1073372 | 1026236 | 989978 | 949910 |
| 14 | 1051611 | 1073372 | 1026236 | 989978 | 949910 |
| 15 | 1080617 | 1098754 | 1051618 | 1015360 | 975292 |
| 16 | 1080617 | 1098754 | 1051618 | 1015360 | 975292 |
| 17 | 1109623 | 1124136 | 1077000 | 1040742 | 1000674 |
| 18 | 1109623 | 1124136 | 1077000 | 1040742 | 1000674 |
| 19 | 1138629 | 1149518 | 1102382 | 1066124 | 1026056 |
| 20 | 1138629 | 1149518 | 1102382 | 1066124 | 1026056 |
| 21 | 1167635 | 1174900 | 1127764 | 1091506 | 1051438 |
| 22 | 1167635 | 1174900 | 1127764 | 1091506 | 1051438 |
| 23 | 1196641 | 1200282 | 1153146 | 1116888 | 1076820 |
| 24 | 1196641 | 1200282 | 1153146 | 1116888 | 1076820 |
| 25 | 1225647 | 1225664 | 1178528 | 1142270 | 1102202 |
| 26 | 1225647 | 1225664 | 1178528 | 1142270 | 1102202 |
| 27 | 1254653 | 1251046 | 1203910 | 1167652 | 1127584 |
| 28 | | 1251046 | 1203910 | 1167652 | 1127584 |
| 29 | | 1276428 | 1229292 | 1193034 | 1152966 |
| 30 | | 1276428 | 1229292 | 1193034 | 1152966 |
| 31 | | 1301810 | 1254674 | 1218416 | 1178348 |

| INDICE | 24/8 | 24/D | 24/C | 24/3 |
|--------------------------------|-------------------------|--|--|--|
| Augmentations intercalaires | 3/1x21757 12/2x29006 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 |
| 0 | 734949 | 765160 | 757909 | 748845 |
| 1 | 756706 | 776041 | 768790 | 759726 |
| 2 | 778463 | 786922 | 779671 | 770607 |
| 3 | 800220 | 797803 | 790552 | 781488 |
| 4 | 800220 | 797803 | 790552 | 781488 |
| 5 | 829226 | 808684 | 801433 | 792369 |
| 6 | 829226 | 808684 | 801433 | 792369 |
| 7 | 858232 | 823186 | 815935 | 806871 |
| 8 | 858232 | 823186 | 815935 | 806871 |
| 9 | 887238 | 852192 | 844941 | 835877 |
| 10 | 887238 | 852192 | 844941 | 835877 |
| 11 | 916244 | 881198 | 873947 | 864883 |
| 12 | 916244 | 881198 | 873947 | 864883 |
| 13 | 945250 | 906580 | 899329 | 890265 |
| 14 | 945250 | 906580 | 899329 | 890265 |
| 15 | 974256 | 931962 | 924711 | 915647 |
| 16 | 974256 | 931962 | 924711 | 915647 |
| 17 | 1003262 | 957344 | 950093 | 941029 |
| 18 | 1003262 | 957344 | 950093 | 941029 |
| 19 | 1032268 | 982726 | 975475 | 966411 |
| 20 | 1032268 | 982726 | 975475 | 966411 |
| 21 | 1061274 | 1008108 | 1000857 | 991793 |
| 22 | 1061274 | 1008108 | 1000857 | 991793 |
| 23 | 1090280 | 1033490 | 1026239 | 1017175 |
| 24 | 1090280 | 1033490 | 1026239 | 1017175 |
| 25 | 1119286 | 1058872 | 1051621 | 1042557 |
| 26 | 1119286 | 1058872 | 1051621 | 1042557 |
| 27 | 1148292 | 1084254 | 1077003 | 1067939 |
| 28 | | 1084254 | 1077003 | 1067939 |
| 29 | | 1109636 | 1102385 | 1093321 |
| 30 | | 1109636 | 1102385 | 1093321 |
| 31 | | 1135018 | 1127767 | 1118703 |

| INDICE | 24/2 | 24/1 | 23/2 | 23/1 | 22/4 |
|--------------------------------|--|--|---|---|---|
| Augmentations intercalaires | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14503 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 9/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 1/2x29006 9/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 9/2x25382 |
| 0 | 730714 | 719836 | 689018 | 665449 | 620124 |
| 1 | 741595 | 730717 | 699899 | 676330 | 631005 |
| 2 | 752476 | 741598 | 710780 | 687211 | 641886 |
| 3 | 763357 | 752479 | 721661 | 698092 | 652767 |
| 4 | 763357 | 752479 | 721661 | 698092 | 652767 |
| 5 | 774238 | 763360 | 732542 | 708973 | 663648 |
| 6 | 774238 | 763360 | 732542 | 708973 | 663648 |
| 7 | 788740 | 777863 | 747044 | 723475 | 678150 |
| 8 | 788740 | 777863 | 747044 | 723475 | 678150 |
| 9 | 817746 | 806869 | 778050 | 752481 | 707156 |
| 10 | 817746 | 806869 | 778050 | 752481 | 707156 |
| 11 | 846752 | 835875 | 805056 | 781486 | 736162 |
| 12 | 846752 | 835875 | 805056 | 781486 | 736162 |
| 13 | 872134 | 861257 | 830438 | 806868 | 761544 |
| 14 | 872134 | 861257 | 830438 | 806868 | 761544 |
| 15 | 897516 | 886639 | 855820 | 832250 | 786926 |
| 16 | 897516 | 886639 | 855820 | 832250 | 786926 |
| 17 | 922898 | 912021 | 881202 | 857632 | 812308 |
| 18 | 922898 | 912021 | 881202 | 857632 | 812308 |
| 19 | 948280 | 937403 | 906584 | 883014 | 837690 |
| 20 | 948280 | 937403 | 906584 | 883014 | 837690 |
| 21 | 973662 | 962785 | 931966 | 908396 | 863072 |
| 22 | 973662 | 962785 | 931966 | 908396 | 863072 |
| 23 | 999044 | 988167 | 957348 | 933778 | 888454 |
| 24 | 999044 | 988167 | 957348 | 933778 | 888454 |
| 25 | 1024426 | 1013549 | 982730 | 959160 | 913836 |
| 26 | 1024426 | 1013549 | 982730 | 959160 | 913836 |
| 27 | 1049808 | 1038931 | 1008112 | 984542 | 939218 |
| 28 | 1049808 | 1038931 | 1008112 | 984542 | 939218 |
| 29 | 1075190 | 1064313 | 1033494 | 1009924 | 964600 |
| 30 | 1075190 | 1064313 | | | |
| 31 | 1100572 | 1089695 | | | |

| INDICE | 35/2 | 35/1 | 34/5 | 34/4 | 34/C | 34/3 |
|--------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| Augmentations intercalaires | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 9/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 |
| 0 | 746638 | 626131 | 665296 | 639989 | 629142 | 614682 |
| 1 | 755677 | 635170 | 674335 | 649028 | 638181 | 623721 |
| 2 | 764716 | 644209 | 683374 | 658067 | 647220 | 632760 |
| 3 | 773755 | 653248 | 692413 | 667106 | 656259 | 641799 |
| 4 | 773755 | 653248 | 692413 | 667106 | 656259 | 641799 |
| 5 | 784604 | 664097 | 703262 | 677955 | 667108 | 652648 |
| 6 | 784604 | 664097 | 703262 | 677955 | 667108 | 652648 |
| 7 | 795453 | 674946 | 714111 | 688804 | 677957 | 663497 |
| 8 | 795453 | 674946 | 714111 | 688804 | 677957 | 663497 |
| 9 | 806302 | 685795 | 724960 | 699653 | 688806 | 674346 |
| 10 | 806302 | 685795 | 724960 | 699653 | 688806 | 674346 |
| 11 | 817151 | 696644 | 735809 | 710502 | 699655 | 685195 |
| 12 | 817151 | 696644 | 735809 | 710502 | 699655 | 685195 |
| 13 | 831611 | 711104 | 750269 | 724962 | 714115 | 699655 |
| 14 | 831611 | 711104 | 750269 | 724962 | 714115 | 699655 |
| 15 | 846071 | 725564 | 764729 | 739422 | 728575 | 714115 |
| 16 | 846071 | 725564 | 764729 | 739422 | 728575 | 714115 |
| 17 | 860531 | 740024 | 779189 | 753882 | 743035 | 728575 |
| 18 | 860531 | 740024 | 779189 | 753882 | 743035 | 728575 |
| 19 | 874991 | 754484 | 793649 | 768342 | 757495 | 743035 |
| 20 | 874991 | 754484 | 793649 | 768342 | 757495 | 743035 |
| 21 | 889451 | 768944 | 808109 | 782802 | 771955 | 757495 |
| 22 | 889451 | 768944 | 808109 | 782802 | 771955 | 757495 |
| 23 | 903911 | 783404 | 822569 | 797262 | 786415 | 771955 |
| 24 | 903911 | 783404 | 822569 | 797262 | 786415 | 771955 |
| 25 | 918371 | 797864 | 837029 | 811722 | 800875 | 786415 |
| 26 | 918371 | 797864 | 837029 | 811722 | 800875 | 786415 |
| 27 | 932831 | 812324 | 851489 | 826182 | 815335 | 800875 |
| 28 | 932831 | 812324 | 851489 | 826182 | 815335 | 800875 |
| 29 | 947291 | 826784 | 865949 | 840642 | 829795 | 815335 |
| 30 | 947291 | 826784 | 865949 | 840642 | 829795 | 815335 |
| 31 | 961751 | 841244 | 880409 | 855102 | | 829795 |

| INDICE | 34/2 | 34/1 |
|--------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Augmentations intercalaires | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 |

| | | |
|----|--------|--------|
| 0 | 589376 | 564070 |
| 1 | 598415 | 573109 |
| 2 | 607454 | 582148 |
| 3 | 616493 | 591187 |
| 4 | 616493 | 591187 |
| 5 | 627342 | 602036 |
| 6 | 627342 | 602036 |
| 7 | 638191 | 612885 |
| 8 | 638191 | 612885 |
| 9 | 649040 | 623734 |
| 10 | 649040 | 623734 |
| 11 | 659889 | 634583 |
| 12 | 659889 | 634583 |
| 13 | 674349 | 649043 |
| 14 | 674349 | 649043 |
| 15 | 688809 | 663503 |
| 16 | 688809 | 663503 |
| 17 | 703269 | 677963 |
| 18 | 703269 | 677963 |
| 19 | 717729 | 692423 |
| 20 | 717729 | 692423 |
| 21 | 732189 | 706883 |
| 22 | 732189 | 706883 |
| 23 | 746649 | 721343 |
| 24 | 746649 | 721343 |
| 25 | 761109 | 735803 |
| 26 | 761109 | 735803 |
| 27 | 775569 | 750263 |
| 28 | 775569 | 750263 |
| 29 | 790029 | 764723 |
| 30 | 790029 | 764723 |
| 31 | 804489 | 779183 |

| INDICE | 44/3 | 44/1 | 43/5 |
|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Augmentations intercalaires | 3/1x4586 7/2x6253 5/2x7106 | 3/1x4586 7/2x6253 5/2x7106 | 3/1x6576 7/2x6253 5/2x7106 |
| 0 | 561391 | 549341 | 516202 |
| 1 | 565977 | 553927 | 522778 |
| 2 | 570563 | 558513 | 529354 |
| 3 | 575149 | 563099 | 535930 |
| 4 | 575149 | 563099 | 535930 |
| 5 | 581402 | 569352 | 542183 |
| 6 | 581402 | 569352 | 542183 |
| 7 | 587655 | 575605 | 548436 |
| 8 | 587655 | 575605 | 548436 |
| 9 | 593908 | 581858 | 554689 |
| 10 | 593908 | 581858 | 554689 |
| 11 | 600161 | 588111 | 560942 |
| 12 | 600161 | 588111 | 560942 |
| 13 | 606414 | 594364 | 567195 |
| 14 | 606414 | 594364 | 567195 |
| 15 | 612667 | 600617 | 573448 |
| 16 | 612667 | 600617 | 573448 |
| 17 | 618920 | 606870 | 579701 |
| 18 | 618920 | 606870 | 579701 |
| 19 | 626026 | 613976 | 586807 |
| 20 | 626026 | 613976 | 586807 |
| 21 | 633132 | 621082 | 593913 |
| 22 | 633132 | 621082 | 593913 |
| 23 | 640238 | 628188 | 601019 |
| 24 | 640238 | 628188 | 601019 |
| 25 | 647344 | 635294 | 608125 |
| 26 | 647344 | 635294 | 608125 |
| 27 | 654450 | 642400 | 615231 |

Vu pour être annexé à l'arrêté du 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

ANNEXE VI

1. Echelle 210/1S

| | |
|----------|----------------|
| Minimum | 610.000 |
| Echelons | 3(1) X 11.000 |
| | 14(2) X 24.500 |

2. Echelle 220/1S

| | |
|----------|----------------|
| Minimum | 610.000 |
| Echelons | 3(1) X 11.000 |
| | 14(2) X 24.500 |

L'échelle est augmentée d'un forfait de promotion de 114.000.

3. Echelle 270/2S

| | |
|----------|----------------|
| Minimum | 648.000 |
| Echelons | 3(1) X 11.000 |
| | 14(2) X 23.500 |

L'échelle est augmentée d'un forfait de qualification de 50.000 et d'un forfait de promotion de 48.000.

4. Echelle 270/3S

| | |
|----------|----------------|
| Minimum | 648.000 |
| Echelons | 3(1) X 11.000 |
| | 12(2) X 22.500 |

L'échelle est augmentée d'un forfait de qualification de 120.000 et d'un forfait de promotion de 52.500.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 - 2469

[Mac - 29325]

**10 APRIL 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren
van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 131 van het Comité van Sector XVII, afgesloten op 15 februari 1995;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, gegeven op 8 maart 1995;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, gegeven op 7 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juli 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 21 november 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 7 april 1995 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De wedden van de ambtenaren van de Diensten van de Regering worden in weddeschalen vastgelegd. Die weddeschalen bestaan uit :

— een minimumbedrag, dat in voorkomend geval verhoogd wordt met :

— bedragen, "trappen" genoemd, die het resultaat zijn van de tussentijdse verhogingen;

— één of meer forfaitaire bedragen die worden toegekend op grond van de kwalificaties en/of de graad waarmee de ambtenaar bekleed is;

— een maximumbedrag, dat gevormd wordt door de optelling van het basisbedrag, alle trappen en het forfaitair bedrag van de weddeschaal.

Die bedragen worden uitgedrukt in een aantal munteenheden dat met hun jaarbedrag overeenstemt.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

"dienst van de Staat" : elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van een Belgische wetgevende macht of Belgische uitvoerende macht, of van de rechterlijke macht;

"dienst van Afrika" : elke niet-rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het gouvernement van Belgisch-Congo of van het gouvernement van Ruanda-Urundi;

de uitdrukking "andere openbare diensten dan de diensten van de Staat en de diensten van Afrika" :

1° elke rechtspersoonlijke dienst die van een Belgische uitvoerende macht afhangt;

2° elke rechtspersoonlijke dienst die afhangt van het gouvernement van Belgisch-Congo of van het gouvernement van Ruanda-Urundi;

3° elke dienst die afhangt van een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een agglomeratie of een federatie van gemeenten alsook elke dienst die afhangt van een aan een provincie of gemeente ondergeschikte instelling;

4° elke andere instelling onder Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van lokaal of algemeen belang, en aan welke oprichting of bijzondere leiding de openbare overheid klaarblijkelijk een overwegend aandeel heeft, alsook elke andere instelling van koloniaal recht die beantwoordde aan dezelfde voorwaarden.

HOOFDSTUK II. — Organieke regeling

Afdeling I. — Vaststelling van de weddeschalen

Art. 3. De weddeschaal van de ambtenaren wordt door de Regering vastgesteld, met inachtneming van de rang van de graad waarmee zij bekleed zijn en van de kwalificaties die vereist zijn voor de uitoefening van hun ambt.

Art. 4. Bijlage I van dit besluit bepaalt de bestanddelen van de weddeschalen die toegekend zijn aan ambtenaren die bekleed zijn met een graad van de niveaus 4 tot I.

Art. 5. De schalen worden door een nummer met vier cijfers aangeduid :

— de eerste twee cijfers duiden de rang aan waaraan de schaal is verbonden;

— het derde cijfer duidt de graad van geldelijke opklimming binnen de rang aan;

— het vierde cijfer, voorafgegaan door een schuine streep, duidt de groep aan, waartoe de schaal behoort, rekening houdend met het forfaitaire bedrag waarmee ze verhoogd wordt op grond van de kwalificaties die vereist zijn voor de uitoefening van het ambt waaraan ze verbonden is.

Art. 6. Behoudens andersluidende bepaling wordt elke schaal gerangschikt in één van de klassen die klassen "18, 20, 23 of 24 jaar" genoemd zijn, volgens de volgende criteria :

- de schalen van niveau 4 of 3 behoren tot de klasse "18 jaar";
- de schalen van niveau 2 behoren tot de klasse "20 jaar";
- de schalen van niveau 2+ behoren tot de klasse "23 jaar";
- de schalen van niveau 1 behoren tot de klasse "24 jaar".

Afdeling II. — Vaststelling van de wedde

A. Algemene bepalingen

Art. 7. Bij elke wijziging van dit geldelijk statuut, wordt elke krachtens dit statuut vastgestelde wedde opnieuw vastgesteld alsof de wijziging altijd had bestaan.

Indien de aldus opnieuw vastgestelde wedde lager is dan de wedde welke de ambtenaar in zijn graad en in zijn kwalificatiegroep genoot bij de inwerkingtreding van het wijzigingsbesluit, blijft hij de hoogste wedde genieten totdat hij een ten minste gelijke wedde bekomt.

Art. 8. Voor het bepalen van de leeftijd van de ambtenaar met het oog op de vaststelling van zijn wedde, wordt de verjaardag die niet op de eerste van de maand valt, steeds verschoven naar de eerste van de volgende maand.

B. Vaststelling van de weddeschaal

Art. 9. De wedde van elke ambtenaar wordt vastgesteld in de groep van weddeschalen verbonden aan zijn graad met inachtneming van zijn kwalificaties.

De Regering bepaalt de kwalificaties die verbonden zijn aan elke groep van weddeschalen.

Art. 10. De ambtenaar die de leeftijd van 18, 20, 23 of 24 jaar niet heeft bereikt en wiens schaal respectievelijk tot de klasse 18, 20, 23 of 24 jaar behoort, geniet de minimumwedde van zijn schaal.

Art. 11. Elke wijziging van weddeschaal die geschiedt op een andere datum dan de eerste dag van een maand, heeft pas op de eerste dag van de maand die op deze wijziging volgt, uitwerking.

Art. 12. § 1. De ambtenaar die werd bevorderd, ontvangt nooit, in zijn nieuwe graad, een wedde die lager is dan de wedde die hij in zijn vroegere graad zou hebben genoten.

§ 2. De ambtenaar die van graad veranderd heeft of die werd overgedragen, ontvangt nooit, in zijn nieuwe graad, een wedde die lager is dan de wedde die hij in zijn vroegere graad genoot bij de verandering van graad of de overdracht. Is de wedde die in de nieuwe graad wordt vastgesteld, lager dan de wedde die de ambtenaar in zijn vroegere graad genoot, dan blijft hij de hoogste wedde genieten totdat hij een ten minste gelijke wedde bekomt.

Art. 13. Het verloop van de geldelijke loopbaan van de ambtenaar aan wie de ongunstige vermelding wordt toegekend, wordt door het administratief statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering geregeld.

C. In aanmerking komende diensten

Art. 14. Behoudens andersluidende bepalingen, komen voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen alleen in aanmerking, de werkelijke diensten die de ambtenaar, met ingang van zijn 18e, 20e, 23e of 24e jaar, naargelang van de klasse van zijn schaal, heeft verricht terwijl hij behoorde :

- tot de diensten van de Staat of de diensten van Afrika of de andere openbare diensten, hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties, hetzij als beroepsmilitair;
- tot de onderwijsinstellingen van de Staat of de Gemeenschappen, als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties;
- tot de gesubsidieerde vrije onderwijsinstellingen, als burgerlijk of geestelijk titularis van een ambt met volledige prestaties dat door een weddetoelage bezoldigd wordt;
- tot de vrije gesubsidieerde diensten van school- en beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra, als burgerlijk of geestelijk titularis van een ambt met volledige prestaties dat door een weddetoelage bezoldigd wordt.

Voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen komen eveneens in aanmerking, en dit voor een maximumduur van drie jaar, de diensten verricht in de openbare sector als tewerkgestelde werkloze in een ambt met volledige prestaties.

Art. 15. Voor de toepassing van artikel 14 :

1° wordt de ambtenaar geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang hij zich bevindt in een administratieve stand op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of, bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt;

2° zijn volledig, de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit volledig in beslag neemt;

3° worden als beroepsmilitair beschouwd :

- a) de beroepsofficieren, de toegevoegde officieren en de hulpofficieren;
- b) de reserveofficieren die vrijwillige prestaties verrichten met uitsluiting van oefeningsprestaties;
- c) de beroepsonderofficieren, de tijdelijke onderofficieren en de toegevoegde onderofficieren;
- d) de militairen met een lagere graad dan die van officier, die dienen op grond van een dienstneming of van een wederdienstneming;
- e) de aalmoezeniers en lekeadviseurs van het actieve kader en de reserveaalmoezeniers en reservelekeadviseurs die in vreedstijd in dienst worden gehouden om het tijdelijk kader van de aalmoezeniersdienst te vormen.

Art. 16. Voor elke periode waarin de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde in een graad heeft behouden of verloren, worden de diensten welke hij in een andere graad mocht hebben

verricht niet medegeteld bij de vaststelling van zijn wedde in zijn graad en in zijn kwalificatiegroep en in enige latere graad welke met deze laatste verband houdt ingevolge de statutaire samenhang van de opeenvolgende graden van de ambtenaar.

Art. 17. De in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen worden niet medegeteld.

De duur van de in aanmerking komende diensten welke de ambtenaar in het onderwijs ad interim of als tijdelijke heeft verricht, wordt echter door de minister onder wie hij ressorteert vastgesteld aan de hand van het attest afgegeven door de bevoegde autoriteiten en opgesteld overeenkomstig de in de bijlagen II en III vermelde modellen.

De op dit attest vermelde volledige prestaties, waarvoor de betaling in 10den gebeurde, en die per schooljaar geen volledig jaar werkelijke diensten vertegenwoordigen, worden dag per dag samengeteld. Het totale aantal aldus gewerkte dagen met volledige prestaties wordt vermenigvuldigd met 1,2. Het totaal van deze rekenkundige bewerking wordt vervolgens gedeeld door 30. Het bekomen produkt geeft het aantal in aanmerking te nemen maanden; met de rest wordt geen rekening gehouden.

De op hetzelfde attest vermelde volledige prestaties, die bewijzen dat de ambtenaar een volledig schooljaar heeft gewerkt, gelden voor een totaal van 300 dagen en leveren één jaar in aanmerking te nemen diensten op.

Art. 18. De duur van de in aanmerking komende diensten welke de ambtenaar telt, mag nooit de werkelijke duur van de door deze diensten gedekte periodes overschrijden.

Afdeling III. — Uitbetaling van de wedde

Art. 19. § 1. De maandwedde is gelijk aan 1/12e van de wedde. Zij wordt uitbetaald op de laatste werkdag van de maand waarop zij betrekking heeft, behalve de wedde van de maand december die op de eerste werkdag van de maand januari van het volgend jaar wordt uitbetaald. Dit geldt ook voor de toelagen alsook elk ander bestanddeel van de bezoldiging die tegelijk met de wedde worden uitbetaald.

Wanneer het vastbenoemde of stagedoende personeelslid overlijdt of in ruste wordt gesteld, dan blijft de wedde van de lopende maand verschuldigd.

§ 2. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen.

§ 3. Wanneer de maand uit twee perioden bestaat die verschillen naargelang van het bedrag of de budgettaire aanrekening van de wedde :

1° wordt het aantal voor de eerste periode verschuldigde dertigsten bepaald naar § 2;

2° wordt het totaal aantal voor de maand verschuldigde dertigsten bepaald naar § 2; dit aantal is altijd gelijk aan dertig zo de maand volledig te betalen is;

3° is het aantal voor de tweede periode verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen het totaal aantal voor de maand verschuldigde dertigsten en het aantal voor de tweede periode verschuldigde dertigsten.

Art. 20. De uurbezoldiging is gelijk aan 1/1.976ste van de wedde.

Art. 21. § 1. De maandwedde ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regelen voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. De wedde wordt aan het spilindexcijfer 138,01 gekoppeld.

§ 2. De in artikel 20 bepaalde uurbezoldiging schommelt in dezelfde mate als de maandwedde waarop die betrekking heeft.

Afdeling IV. — Wedde in geval van verlof wegens verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen en in geval van afwezigheid wegens een persoonlijke aangelegenheid

Art. 22. In afwijking van artikel 14 komt de periode gedurende welke de ambtenaar verminderde prestaties verricht gewettigd wegens een persoonlijke aangelegenheid, in aanmerking voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen.

Art. 23. In afwijking van artikel 19, § 1, lid 1 en §§ 2 en 3, wordt, bij deeltijdse arbeid uit hoofde van verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen, de maandwedde of het gedeelte van de maandwedde berekend overeenkomstig de volgende berekeningswijzen :

1° indien de verminderde prestaties slaan op volledige dagen, wordt de maandwedde voor volledige prestaties vermenigvuldigd met de breuk die de verhouding van de prestaties voorstelt;

2° indien de verminderde prestaties slaan op een dagelijkse vermindering van de dagprestaties, wordt de maandwedde voor volledige prestaties vermenigvuldigd met de breuk die de overblijvende dagprestaties tot teller en 7,6 tot noemer heeft.

Art. 24. In afwijking van artikel 19, § 1, lid 1, en §§ 2 en 3, wordt het gedeelte van de maandwedde verschuldigd voor de verminderde prestaties uit hoofde van afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheid, vastgesteld naar rata van de maandwedde voor volledige prestaties.

Voor de duur van de periode van deze verminderde prestaties, worden de tussentijdse verhogingen toegekend alsof het gaat om diensten met volledige prestaties; na het beëindigen van de verminderde prestaties blijven deze tussentijdse verhogingen verworven.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere en overgangsregeling*

Art. 25. § 1. De in § 2 vermelde bepaling is uitsluitend van toepassing op de personen die in precair verband werden aangeworven in de Rijksbesturen en die, nadat zij tot rijksambtenaar werden benoemd op grond van de bepalingen van artikelen 11 of 13 van het koninklijk besluit van 12 maart 1973 houdende tijdelijke maatregelen ten gunste van sommige ambtenaren van de rijksbesturen, binnen de Diensten van de Regering, een ambt met onvolledige prestaties blijven uitoefenen.

§ 2. In afwijking van de artikelen 15, 16 en 17, lid 1, worden de diensten die de in § 1 bedoelde personen, vanaf hun benoeming als rijksambtenaar of ambtenaar van de Diensten van de Executieve of ambtenaar van de Diensten van de Regering hebben verricht, prorata temporis bezoldigd en in aanmerking genomen voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen, volgens hun betrekkelijke duur, binnen de termijnen en voor de bedragen bepaald in de schaal van hun graad.

Art. 26. Voor de toepassing van dit besluit, wordt de geldelijke anciënniteit van de ambtenaren, op de datum van de inwerkingtreding ervan, vastgesteld op de geldelijke anciënniteit die zij op die datum genoten, rekening houdend met de bepalingen die op hen van toepassing waren.

HOOFDSTUK IV. — *De geldelijke opklimming*

Art. 27. De geldelijke opklimming geschiedt, voor elke ambtenaar, binnen de schaalgroep waartoe hij op grond van zijn kwalificaties behoort.

Art. 28. De tussentijdse verhogingen worden toegekend op grond van de geldelijke anciënniteit die wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk II, *Afdeling II, C* van dit besluit.

Het aantal en de periodiciteit van die verhogingen zijn in bijlage I bij dit besluit vermeld.

Art. 29. § 1. De ambtenaren van de rangen 10, 25, 20, 30 en 40 die drie jaar niveauanciënniteit tellen, bekomen de naasthogere weddeschaal in dezelfde rang.

§ 2. De in § 1 bedoelde ambtenaren die negen jaar niveauanciënniteit tellen, bekomen de naasthogere weddeschaal in dezelfde rang.

Art. 30. De weddeschaal van elke graad wordt vastgesteld als volgt, in elk van de kwalificatiegroepen:

| GRADEN | SCHALEN | | | |
|------------------------------|---------|---------|---------|---------|
| | Groep 1 | Groep 2 | Groep 3 | Groep 4 |
| — Secretaris-generaal | 170/1 | | | |
| — Administrateur-generaal | 161/1 | | | |
| — Directeur-generaal | 160/1 | | | |
| — Adjunct-directeur-generaal | 150/1 | | | |
| — Directeur | 120/1 | 120/2 | 120/3 | 120/4 |
| — Eerstaanwend inspecteur | | 110/2 | | |
| — Eerstaanwend attaché | 110/1 | 110/2 | 110/3 | 110/4 |
| — Inspecteur | | 100/2 | | |
| | | 101/2* | | |
| | | 102/2* | | |
| — Attaché | 100/1 | 100/2 | 100/3 | 100/4 |
| | 101/1* | 101/2* | 101/3* | 101/4* |
| | 102/1* | 102/2* | 102/3* | 102/4* |
| — Eerste gegradueerde | 270/1 | 270/2 | 270/3 | |
| — Eerstaanwend gegradueerde | 260/1 | 260/2 | 260/3 | |
| — Gegradueerde | 250/1 | 250/2 | 250/3 | |
| | 251/1* | 251/2* | 251/3* | |
| | 252/1* | 252/2* | 252/3* | |
| — Eerste assistent | 220/1 | 220/2 | | |
| — Eerstaanwend assistent | 210/1 | 210/2 | | |
| — Assistent | 200/1 | 200/2 | | |
| | 201/1* | 201/2* | | |
| | 202/1* | 202/2* | | |
| — Eerste adjunct | 320/1 | 320/2 | 320/3 | |
| — Eerstaanwend adjunct | 310/1 | 310/2 | 310/3 | |
| — Adjunct | 300/1 | 300/2 | 300/3 | |
| | 301/1* | 301/2* | 301/3* | |
| | 302/1* | 302/2* | 302/3* | |
| — Eerste beambte | 420/1 | 420/2 | 420/3 | |
| — Eerstaanwend beambte | 410/1 | 410/2 | 410/3 | |
| — Beambte | 400/1 | 400/2 | 400/3 | |
| | 401/1* | 401/2* | 401/3* | |
| | 402/1* | 402/2 | 402/3* | |

* Met inachtneming van de geldelijke opklimming bedoeld in artikel 29.

HOOFDSTUK V. — *De vormingstoelage*

Art. 31. De vormingstoelage bedoeld in artikel 50 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt vastgesteld op één vierde van het verschil tussen het basisbedrag van schaal 120/1 en het basisbedrag van schaal 150/1.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

Art. 32. De ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bekleed zijn met een graad die in bijlage IV voorkomt, genieten de weddeschaal die overeenkomstig artikel 30 vastgesteld is en die gerangschikt is in de kwalificatiegroep vermeld naast hun graad.

Art. 33. § 1. In afwijking van artikel 5 van dit besluit, genieten de ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding ervan, één van volgende weddeschalen genoten: 14/1, 12/1, 29/5, 29/4, 29/3, 29/2, 29/1, 28/7, 28/6, 28/5, 28/4, 25/6, 25/4, 25/3, 25/2, 25/1, 24/8, 24/6, 24/3, 24/2, 24/1, 23/2, 23/1, 22/4, 35/2, 35/1, 34/5, 34/4, 34/3, 34/2, 34/1, 44/3, 44/1, 43/5, de weddeschaal met dezelfde indicie die in bijlage V voorkomt, zolang zij in die schaal een wedde bekomen die hoger is dan de wedde waarop zij aanspraak zouden kunnen maken op grond van hun graden en kwalificaties.

§ 2. In afwijking van hetzelfde artikel, genieten de ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, één van volgende schalen genoten:

1° Sectiechef (R 24)

744.508 — 1.132.759

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

11/2 x 24.933

(Kl. 20 j. — N.2 — G.A.)

2° Verificateur-accountant 1e klasse (R 24)

751.631 — 1.114.949

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

(Kl. 20 j. — N.2 — G.A.)

3° Vormopmaker 1e klasse (R 34)

619.844 — 817.529

3/1 x 8.905

4/2 x 10.689

9/2 x 14.246

(Kl. 18 j. — N.3 — G.A.)

4° Hoofdtechnicus der vorsing of werkmeester

653.683 — 992.067

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

1/2 x 28.493

1/2 x 28.492

9/2 x 24.933

5° Hoofdcorrespondent der vorsing, eerste hoofdtechnicus der vorsing of eerste werkmeester

707.708 — 1.070.627

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.247

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

6° Eerste hoofdcorrespondent der vorsing

833.554 — 1.193.872

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

respectievelijk de schalen 24/C, 24/D, 34/C, 23/1, 24/1 en 25/2 die in bijlage V bij dit besluit voorkomen.

Art. 34. In afwijking van artikel 30 van dit besluit, genieten de ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding ervan, met de hieronder vermelde graden bekleed zijn, de schaal die naast de benaming van hun graad vermeld is en in bijlage VI vermeld is :

| | |
|--|--------|
| Onderbureauchef | 210/1S |
| Bestuurschef | 220/1S |
| Groepschef | 270/2S |
| Hoofd-vast afgevaardigde bij de jeugdbescherming | 270/3S |
| Hoofdmaatschappelijk assistent | 270/3S |
| Hoofdverpleger | 270/3S |

Art. 35. De ambtenaren die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een wedde genoten die hoger was dan de wedde waarop zij aanspraak zouden kunnen maken op grond van hun graad en hun kwalificaties, behouden het genot van de weddeschaal die zij onder de vorige bezoldigingsregeling genoten, zolang zij in die schaal een hogere wedde ontvangen.

Art. 36. Gedurende een periode van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden de gevallen die een zodanig bijzonder aspect vertonen dat, in de geest van het nieuwe geldelijk statuut, een minder letterlijke toepassing van de door haar uitgevaardigde regels verantwoord is, door de Regering geregeld.

Van de artikelen 9 en 18 mag echter niet worden afgeweken.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 37. Voor de ambtenaren die vallen onder alle bepalingen van het besluit van de Regering houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering, worden opgeheven :

- het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, zoals het werd gewijzigd;
- het koninklijk besluit van 29 juni 1973 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene ministeries gemene graden, zoals het werd gewijzigd;
- het koninklijk besluit van 30 juli 1976 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, zoals het werd gewijzigd;
- het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de rijksbesturen;
- het koninklijk besluit van 11 februari 1977 betreffende de toekenning van de zogeheten "weddeschaal van geselecteerde" aan bepaalde personeelsleden van sommige ministeries;
- het koninklijk besluit van 28 september 1976 tot instelling van een toelage voor sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau.

HOOFDSTUK VIII. — *Slopbepalingen*

Art. 38. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het besluit van de Regering houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap in werking treedt, met uitzondering van artikel 31, dat op 1 januari 1997 in werking treedt.

Art. 39. De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 april 1995.

De Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele Sector,
Ph. MAHOUX

BIJLAGE I

Schalen van niveau 4

1. Basisschalen

| | 400/1 | 401/1 | 402/1 | 410/1 |
|---------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Minimum | 490.000 | 506.000 | 537.500 | 570.500 |
| Trappen | 3(1) x 6.000 12(2) x 2.400 | 3(1) x 6.000 12(2) x 2.400 | 3(1) x 6.000 12(2) x 2.400 | 3(1) x 6.000 12(2) x 2.400 |

2. Kwalificatieschalen 2

De schalen 400/2, 401/2, 402/2 en 410/2 worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 6.500,-

3. Kwalificatieschalen 3

De schalen 400/3, 401/3, 402/3 en 410/3 worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 13.000,-

4. Bevorderingsschalen

De schaal 420/1 wordt gevormd door de schaal 410/1, verhoogd met een forfaitair bedrag van 42.500.

De schaal 420/2 wordt gevormd door de schaal 410/2, verhoogd met een forfaitair bedrag van 42.500.

De schaal 420/3 wordt gevormd door de schaal 410/3, verhoogd met een forfaitair bedrag van 42.500.

Schalen van niveau 3

1. Basisschalen

| | 300/1 | 301/1 | 302/1 | 310/1 |
|---------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Minimum | 505.000 | 512.000 | 528.500 | 545.000 |
| Trappen | 3(1) x 6.000 13(2) x 10.400 | 3(1) x 6.000 13(2) x 10.400 | 3(1) x 6.000 13(2) x 10.400 | 3(1) x 6.000 13(2) x 10.400 |

2. Kwalificatieschalen 2

De schalen 300/2, 301/2, 302/2 en 310/2 worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 17.000,-

3. Kwalificatieschalen 3

De schalen 300/3, 301/3, 302/3 en 310/3 worden gevormd door de basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 60.000,-

4. Bevorderingsschalen

De schaal 320/1 wordt gevormd door de schaal 310/1, verhoogd met een forfaitair bedrag van 92.500.

De schaal 320/2 wordt gevormd door de schaal 310/2, verhoogd met een forfaitair bedrag van 92.500.

De schaal 320/3 wordt gevormd door de schaal 310/3, verhoogd met een forfaitair bedrag van 92.500.

Schalen van niveau 2

1. Basisschalen

| | 200/1 | 201/1 | 202/1 | 210/1 |
|---------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Minimum | 541.000 | 545.000 | 549.000 | 565.000 |
| Trappen | 3(1) x 11.000 14(2) x 25.500 | 3(1) x 11.000 14(2) x 25.500 | 3(1) x 11.000 14(2) x 25.500 | 3(1) x 11.000 14(2) x 25.500 |

2. Kwalificatieschalen 2

De schalen 200/2, 201/2, 202/2 en 210/2 worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met en forfaitair bedrag van 33.000,-

3. Bevorderingsschalen

De schaal 220/1 wordt gevormd door de schaal 210/1, verhoogd met een forfaitair bedrag van 180.000.

De schaal 220/2 wordt gevormd door de schaal 210/2, verhoogd met een forfaitair bedrag van 180.000.

Schalen van niveau 2+

1. Basisschalen

| | 250/1 | 251/1 | 252/1 | 260/1 |
|---------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Minimum | 575.000 | 599.000 | 623.500 | 648.000 |
| Trappen | 3(1) x 11.000 13(2) x 22.500 | 3(1) x 11.000 13(2) x 22.500 | 3(1) x 11.000 13(2) x 22.500 | 3(1) x 11.000 13(2) x 22.500 |

2. Kwalificatieschalen 2

De schalen 250/2, 251/2, 252/2 en 260/2 worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 50.000.

3. Kwalificatieschalen 3

De schalen 250/3, 251/3, 252/3 en 260/3 worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 120.000.

4. Bevorderingsschalen

De schaal 270/1 wordt gevormd door de schaal 260/1, verhoogd met een forfaitair bedrag van 121.000.

De schaal 270/2 wordt gevormd door de schaal 260/2, verhoogd met een forfaitair bedrag van 121.000.

De schaal 270/3 wordt gevormd door de schaal 260/3, verhoogd met een forfaitair bedrag van 189.000.

1. Basisschalen

Schalen van niveau 1

| | 100/1 | 101/1 | 102/1 | 110/1 |
|---------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Minimum | 823.000 | 879.500 | 945.500 | 1.011.000 |
| Trappen | 3(1) x 25.000 10(2) x 38.500 | 3(1) x 25.000 10(2) x 38.500 | 3(1) x 25.000 10(2) x 38.500 | 3(1) x 25.000 10(2) x 38.500 |

2. Kwalificatieschalen 2

De schalen 100/2, 101/2, 102/2 en 110/2 worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 65.500,-.

3. Kwalificatieschalen 3

De schalen 100/3, 101/3, 102/3 en 110/3 worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 197.000,-.

4. Kwalificatieschalen 4

De schalen 100/4, 101/4, 102/4 en 110/4 worden gevormd door de overeenstemmende basisschalen, verhoogd met een forfaitair bedrag van 225.000,-.

5. Bevorderingsschalen

| | 120/1 | 120/2 | 120/3 | 120/4 | 150/1 | 160/1 | 161/1 | 170/1 |
|---------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Minimum | 1.131.000 | 1.197.500 | 1.444.000 | 1.494.000 | 1.563.000 | 1.862.500 | 1.963.000 | 2.063.500 |
| Trappen | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 53.500 | 11(2) x 58.000 | 11(2) x 62.400 |

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Minister-Voorzitter,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele Sector,
Ph. MAHOUX

BIJLAGE II

Model van het attest voor de diensten gepresteerd in het onderwijs

Bestuurs- en onderwijzend personeel van :
het provinciaal of gemeentelijk gesubsidieerd Rijksonderwijs (*)

ATTEST

betreffende :

- de diensten gepresteerd in het Rijksonderwijs;
- de weddetoelagen toegekend voor prestaties in het gesubsidieerd onderwijs. (*)

Ondergetekende (naam en graad) :

- bij het "Ministère de l'Education Nationale" — Directie van het personeel van het Rijksonderwijs/gesubsidieerd onderwijs (*)
- bij het Provinciaal Gouvernement van de provincie ...
- bij het Gemeentebestuur van ...

verklaart dat mevrouw, mejuffrouw, de heer (*) :

geboren op titularis is geweest van een ambt

- in het Rijksonderwijs;
- in het gesubsidieerd onderwijs,

waarvoor weddetoelagen werden toegekend (*) aan de hierna vermelde inrichtingen :

| Inrichtingen (Naam, adres, afdeling) | Perioden (van/tot) | Weddeschalen | (Volledige/onvolledige) prestaties | Betaling in 10den / 12den |
|---|-----------------------|--------------|---------------------------------------|---------------------------|
| | | | | |

De betrokkene bezit de volgende diploma's en bekwaamheidsbewijzen :

Opmerkingen :

Gegeven te ...
(Naam, graad van niveau 1,)

stempel

(*) doorhalen wat niet verlangd wordt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Minister-Voorzitter,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele Sector,
Ph. MAHOUX

BIJLAGE III

Model van het attest voor de diensten gepresteerd in het onderwijs

Bestuurs- en onderwijzend personeel van :
het door de Gemeenschappen georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs (*)

ATTEST

betreffende :

- de diensten gepresteerd in het door de Gemeenschappen georganiseerd onderwijs (*);
- de weddetoelagen toegekend voor prestaties in het door de Gemeenschappen gesubsidieerd onderwijs (*).

Ondergetekende (naam, graad en administratie) :

verklaart dat mevrouw, mejuffrouw, de heer (*) :

geboren op titularis is geweest van een ambt

— in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs;

— in het gesubsidieerd onderwijs, waarvoor weddetoelagen werden toegekend (*) aan de hierna vermelde inrichtingen :

| Inrichtingen (Naam, adres, afdeling) | Perioden (van/tot) | Weddeschalen | (Volledige/onvolledige) prestaties | Betaling in 10den / 12den |
|---|-----------------------|--------------|---------------------------------------|---------------------------|
| | | | | |

De betrokkene bezit de volgende diploma's en bekwaamheidsbewijzen :

Opmerkingen :

Gegeven te ...
(Naam, graad van niveau 1,)

stempel

(*) doorhalen wat niet verlangd wordt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Minister-Voorzitter,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele Sector,
Ph. MAHOUX

| nieuwe graden | vroegere graden | kwalficatiegroepen |
|----------------------------|--|--------------------|
| hoofd van nursing | hoofd van nursing | 3 |
| hoofd-vast afgevaardigde | hoofd-vast afgevaardigde | 3 |
| hoofdverpleger | hoofdverpleger | 3 |
| gegradueerd hoofdverpleger | gegradueerd hoofdverpleger | 3 |
| gegradueerde | gegradueerd hoofdverpleger | 3 |
| gegradueerde | programmeringsanalist | 3 |
| gegradueerde | analist klinische biologie | 3 |
| gegradueerde | analist klinische biologie 1e klasse | 3 |
| gegradueerde | eerstaanwezend analist klinische biologie | 3 |
| gegradueerde | landschapsarchitect | 2 |
| gegradueerde | aspirant-adjunct-sectiechef | 2 |
| gegradueerde | aspirant-meester lichamelijke opvoeding | 2 |
| gegradueerde | aspirant-vakmeester | 2 |
| gegradueerde | aspirant-leraar | 2 |
| gegradueerde | assistent in de psychologie | 2 |
| gegradueerde | assistent in de psychologie 1e klasse | 3 |
| gegradueerde | eerstaanwezend assistent in de psychologie | 3 |
| gegradueerde | geneeskundig assistent | 3 |
| gegradueerde | geneeskundig assistent 1e klasse | 3 |
| gegradueerde | eerstaanwezend geneeskundig assistent | 3 |
| gegradueerde | maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social") | 3 |
| gegradueerde | maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social") 1e klasse | 3 |
| gegradueerde | eerstaanwezend maatschappelijk assistent (Fr. "assistant social") | 3 |
| gegradueerde | maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social") | 3 |
| gegradueerde | maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social") 1e klasse | 3 |
| gegradueerde | eerstaanwezend maatschappelijk assistent (Fr. "auxiliaire social") | 3 |
| gegradueerde | sectiechef | 2 |
| gegradueerde | adjunct-sectiechef | 2 |
| gegradueerde | hoofdopvoeder van een medisch-pedagogisch instituut | 2 |
| gegradueerde | hoofdprogrammeur | 2 |
| gegradueerde | vast afgevaardigde | 3 |
| gegradueerde | vast afgevaardigde 1e klasse | 3 |
| gegradueerde | eerstaanwezend vast afgevaardigde | 3 |
| gegradueerde | diëtist | 3 |
| gegradueerde | diëtist 1e klasse | 3 |
| gegradueerde | eerstaanwezend diëtist | 3 |
| gegradueerde | documentalist | 3 |
| gegradueerde | eerstaanwezend documentalist | 1 |
| gegradueerde | opvoeder | 1 |
| gegradueerde | opvoeder 1e klasse | 3 |
| gegradueerde | opvoeder 1e klasse van een medisch-pedagogisch instituut | 3 |
| gegradueerde | opvoeder 1e klasse van een medisch-pedagogisch instituut | 2 |

| nieuwe graden | vroegere graden | kwalificatiegroepen |
|---------------|--|---------------------|
| assistent | rekenplichtig ambtenaar | 2 |
| assistent | technisch helper | 2 |
| assistent | hoofdtechnisch helper | 2 |
| assistent | eerstaanwendend technisch helper | 2 |
| assistent | adjunct-bibliothecaris | 1 |
| assistent | bibliothecaris 1e klasse | 1 |
| assistent | griffiechef | 1 |
| assistent | sectiechef | 1 |
| assistent | hoofdopvoedster van een opvangcentrum | 1 |
| assistent | hoofdtechnicus der vorsing | 1 |
| assistent | meesterknacht | 2 |
| assistent | adjunct-controleur van werken | 2 |
| assistent | controleur van werken | 2 |
| assistent | eerstaanwendend controleur van werken | 2 |
| assistent | correspondent der vorsing | 2 |
| assistent | hoofdcorrespondent der vorsing | 2 |
| assistent | tekenaar | 2 |
| assistent | hoofdtekenaar | 2 |
| assistent | eerste tekenaar | 2 |
| assistent | landmeter-expert onroerende goederen 1e klasse | 2 |
| assistent | bibliotheekbeheerder | 1 |
| assistent | hoofdbibliotheekbeheerder | 1 |
| assistent | documentatiebeheerder | 1 |
| assistent | gebouwenbeheerder | 2 |
| assistent | eerstaanwendend bibliotheekbeheerder | 1 |
| assistent | verpleegassistent A | 2 |
| assistent | verpleegassistent B | 2 |
| assistent | hofmeesteres | 2 |
| assistent | gebreveteerd ziekenverpleger A | 1 |
| assistent | gebreveteerd ziekenverpleger B | 2 |
| assistent | adjunct-inspecteur boekhouding | 2 |
| assistent | technisch inspecteur | 2 |
| assistent | maquettenmaker | 2 |
| assistent | organisatiemonitor | 1 |
| assistent | landschapschilder 1e klasse | 1 |
| assistent | eerste hoofdcorrespondent der vorsing | 2 |
| assistent | eerste geschoold werkmán | 2 |
| assistent | eerste technicus der vorsing | 2 |
| assistent | opsteller | 1 |
| assistent | rekenplichtig opsteller | 2 |

| nieuwe graden | vroegere graden | kwificatiegroepen |
|---------------|---|-------------------|
| adjunct | hoofdpvoeder 3e klasse van een medisch-pedagogisch instituut | 1 |
| adjunct | eerstaanwezend opvoeder 3e klasse | 1 |
| adjunct | eerstaanwezend opvoeder 3e klasse van een medisch-pedagogisch instituut | 1 |
| adjunct | operateur-mechanograaf | 3 |
| adjunct | operateur-mechanograaf | 3 |
| adjunct | geschoold werkman | 2 |
| adjunct | geselecteerd werkman B | 3 |
| adjunct | eerste werkopzichter | 2 |
| adjunct | eerste technicus | 3 |
| adjunct | kinderverzorgster | 2 |
| adjunct | hoofdkinderverzorgster | 2 |
| adjunct | eerstaanwezend kinderverzorgster | 2 |
| adjunct | adjunct-werkopzichter | 2 |
| adjunct | werkopzichter | 2 |
| adjunct | adjunct-technicus der versing | 2 |
| adjunct | technicus 1e Klasse | 2 |
| adjunct | technicus 2e Klasse | 3 |
| adjunct | speciaal technicus 2e Klasse | 3 |
| adjunct | speciaal technicus 1e Klasse | 2 |
| adjunct | eerstaanwezend gespecialiseerd technicus | 2 |
| beambte | ontsmetter | 2 |
| beambte | hoofdbeambte | 2 |
| beambte | eerstaanwezend beambte | 1 |
| beambte | geschoold helper | 1 |
| beambte | ketelstoker | 2 |
| beambte | chef-kok | 1 |
| beambte | hoofdkamerbewaarder | 3 |
| beambte | eerstaanwezend hoofdkamerbewaarder | 1 |
| beambte | hoofdwerkman-opzichter | 1 |
| beambte | klasseerder | 2 |
| beambte | huisbewaarder | 2 |
| beambte | autobestuurder | 1 |
| beambte | autobestuurder | 2 |
| beambte | autobestuurder-mecanicien | 2 |
| beambte | kok | 2 |
| beambte | typist(e) | 3 |
| beambte | expeditionair | 2 |
| beambte | bureaubode | 2 |
| beambte | laboratoriumbediende | 2 |
| beambte | laboratoriumbediende | 2 |

| nieuwe graden | vroegere graden | kwalficatie tiegroepen |
|---------------|--|------------------------|
| beambte | hulparbeider | 1 |
| beambte | hulparbeider B | 1 |
| beambte | eerstaanwezend hulparbeider | 1 |
| beambte | rijtuigmecanicien | 1 |
| beambte | bode-kamerbewaarder | 1 |
| beambte | bode-kamerbewaarder | 1 |
| beambte | eerstaanwezend bode-kamerbewaarder | 1 |
| beambte | schoonmaakster | 1 |
| beambte | onderhoudswerkman | 1 |
| beambte | niet geschoold werkman | 2 |
| beambte | geschoold werkman A | 2 |
| beambte | geschoold werkman B | 2 |
| beambte | werkman-opzichter | 2 |
| beambte | eerste werkman-opzichter | 2 |
| beambte | ponser-mechanograaf | 2 |
| beambte | eerste werkman-ploegbaas-rijtuigmecanicien | 2 |
| beambte | eerste vakman | 2 |
| beambte | eerste vakman A | 2 |
| beambte | eerste vakman-ploegbaas | 2 |
| beambte | eerste vakman-ploegbaas A | 2 |
| beambte | eerste vakman-rijtuigmecanicien | 2 |
| beambte | eerste ponser-mechanograaf-specialist | 2 |
| beambte | amanuensis | 3 |
| beambte | boekbinder | 3 |
| beambte | bewaarder | 2 |
| beambte | hoofdbewaarder | 2 |
| beambte | eerstaanwezend bewaarder | 2 |
| beambte | speciaal bewaarder | 2 |
| beambte | eerstaanwezend speciaal bewaarder | 2 |
| beambte | telefonist(e) | 2 |
| beambte | nachtwaker | 1 |

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Minister-Voorzitter,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,
Ph. MAHOUX

BIJLAGE V

Overgangsweddeschalen 100%
op 1/1/1996.

| INDICIE | 14/1 | 12/1 |
|-----------------------------|------------|-------------------------|
| Tussentijdse verhogingen | 14/2x54230 | 3/1x25307 11/2x38865 |
| 0 | 1214807 | 1034049 |
| 1 | 1214807 | 1059356 |
| 2 | 1269037 | 1084663 |
| 3 | 1269037 | 1109970 |
| 4 | 1323267 | 1109970 |
| 5 | 1323267 | 1148835 |
| 6 | 1377497 | 1148835 |
| 7 | 1377497 | 1187700 |
| 8 | 1431727 | 1187700 |
| 9 | 1431727 | 1226565 |
| 10 | 1485957 | 1226565 |
| 11 | 1485957 | 1265430 |
| 12 | 1540187 | 1265430 |
| 13 | 1540187 | 1304295 |
| 14 | 1594417 | 1304295 |
| 15 | 1594417 | 1343160 |
| 16 | 1648647 | 1343160 |
| 17 | 1648647 | 1382025 |
| 18 | 1702877 | 1382025 |
| 19 | 1702877 | 1420890 |
| 20 | 1757107 | 1420890 |
| 21 | 1757107 | 1459755 |
| 22 | 1811337 | 1459755 |
| 23 | 1811337 | 1498620 |
| 24 | 1865567 | 1498620 |
| 25 | 1865567 | 1537485 |
| 26 | 1919797 | |
| 27 | 1919797 | |
| 28 | 1974027 | |

| INDICIE | 29/5 | 29/4 | 29/3 | 29/2 | 29/1 |
|-----------------------------|--|-------------------------|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| Tussentijdse verhogingen | 3/1x10849 1/2x10849 1/2x14460 2/2x28920 11/2x25307 | 3/1x21693 12/2x28920 | 1/1x12651 2/1x21693 13/2x23499 | 3/1x10849 1/2x10849 1/2x14460 2/2x28920 10/2x25307 | 1/1x12651 2/1x21693 13/2x23499 |
| 0 | 882209 | 838831 | 872384 | 846057 | 827982 |
| 1 | 893058 | 860524 | 885035 | 856906 | 840633 |
| 2 | 903907 | 882217 | 906728 | 867755 | 862326 |
| 3 | 914756 | 903910 | 928421 | 878604 | 884019 |
| 4 | 914756 | 903910 | 928421 | 878604 | 884019 |
| 5 | 925605 | 932830 | 951920 | 889453 | 907518 |
| 6 | 925605 | 932830 | 951920 | 889453 | 907518 |
| 7 | 940065 | 961750 | 975419 | 903913 | 931017 |
| 8 | 940065 | 961750 | 975419 | 903913 | 931017 |
| 9 | 968985 | 990670 | 998918 | 932833 | 954516 |
| 10 | 968985 | 990670 | 998918 | 932833 | 954516 |
| 11 | 997905 | 1019590 | 1022417 | 961753 | 978015 |
| 12 | 997905 | 1019590 | 1022417 | 961753 | 978015 |
| 13 | 1023212 | 1048510 | 1045916 | 987060 | 1001514 |
| 14 | 1023212 | 1048510 | 1045916 | 987060 | 1001514 |
| 15 | 1048519 | 1077430 | 1069415 | 1012367 | 1025013 |
| 16 | 1048519 | 1077430 | 1069415 | 1012367 | 1025013 |
| 17 | 1073826 | 1106350 | 1092914 | 1037674 | 1048512 |
| 18 | 1073826 | 1106350 | 1092914 | 1037674 | 1048512 |
| 19 | 1099133 | 1135270 | 1116413 | 1062981 | 1072011 |
| 20 | 1099133 | 1135270 | 1116413 | 1062981 | 1072011 |
| 21 | 1124440 | 1164190 | 1139912 | 1088288 | 1095510 |
| 22 | 1124440 | 1164190 | 1139912 | 1088288 | 1095510 |
| 23 | 1149747 | 1193110 | 1163411 | 1113595 | 1119009 |
| 24 | 1149747 | 1193110 | 1163411 | 1113595 | 1119009 |
| 25 | 1175054 | 1222030 | 1186910 | 1138902 | 1142508 |
| 26 | 1175054 | 1222030 | 1186910 | 1138902 | 1142508 |
| 27 | 1200361 | 1250950 | 1210409 | 1164209 | 1166007 |
| 28 | 1200361 | 1250950 | 1210409 | 1164209 | 1166007 |
| 29 | 1225668 | | 1233908 | 1189516 | 1189506 |
| 30 | 1225668 | | | 1189516 | |
| 31 | 1250975 | | | 1214823 | |
| 32 | 1250975 | | | | |
| 33 | 1276282 | | | | |

| INDICIE | 28/7 | 28/5 | 28/4 | 28/3 |
|-----------------------------|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------|
| Tussentijdse verhogingen | 3/1x21693 12/2x28920 | 1/1x12651 2/1x21693 12/2x23499 | 1/1x12651 2/1x21693 12/2x21693 | 3/1x12650 12/2x21693 |
| 0 | 732783 | 808098 | 799060 | 788211 |
| 1 | 754476 | 820749 | 811711 | 800861 |
| 2 | 776169 | 842442 | 833404 | 813511 |
| 3 | 797862 | 864135 | 855097 | 826161 |
| 4 | 797862 | 864135 | 855097 | 826161 |
| 5 | 826782 | 887634 | 876790 | 847854 |
| 6 | 826782 | 887634 | 876790 | 847854 |
| 7 | 855702 | 911133 | 898483 | 869547 |
| 8 | 855702 | 911133 | 898483 | 869547 |
| 9 | 884622 | 934632 | 920176 | 891240 |
| 10 | 884622 | 934632 | 920176 | 891240 |
| 11 | 913542 | 958131 | 941869 | 912933 |
| 12 | 913542 | 958131 | 941869 | 912933 |
| 13 | 942462 | 981630 | 963562 | 934626 |
| 14 | 942462 | 981630 | 963562 | 934626 |
| 15 | 971382 | 1005129 | 985255 | 956319 |
| 16 | 971382 | 1005129 | 985255 | 956319 |
| 17 | 1000302 | 1028628 | 1006948 | 978012 |
| 18 | 1000302 | 1028628 | 1006948 | 978012 |
| 19 | 1029222 | 1052127 | 1028641 | 999705 |
| 20 | 1029222 | 1052127 | 1028641 | 999705 |
| 21 | 1058142 | 1075626 | 1050334 | 1021398 |
| 22 | 1058142 | 1075626 | 1050334 | 1021398 |
| 23 | 1087062 | 1099125 | 1072027 | 1043091 |
| 24 | 1087062 | 1099125 | 1072027 | 1043091 |
| 25 | 1115982 | 1122624 | 1093720 | 1064784 |
| 26 | 1115982 | 1122624 | 1093720 | 1064784 |
| 27 | 1144902 | 1146123 | 1115413 | 1086477 |

| INDICIE | 25/6 | 25/4 | 25/3 | 25/2 | 25/1 |
|-----------------------------|-------------------------|--|--|--|--|
| Tussentijdse verhogingen | 3/1x21757 12/2x29006 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 |
| 0 | 841310 | 931952 | 884816 | 848558 | 808490 |
| 1 | 863067 | 942833 | 895697 | 859439 | 819371 |
| 2 | 884824 | 953714 | 906578 | 870320 | 830252 |
| 3 | 906581 | 964595 | 917459 | 881201 | 841133 |
| 4 | 906581 | 964595 | 917459 | 881201 | 841133 |
| 5 | 935587 | 975476 | 928340 | 892082 | 852014 |
| 6 | 935587 | 975476 | 928340 | 892082 | 852014 |
| 7 | 964593 | 989978 | 942842 | 906584 | 866516 |
| 8 | 964593 | 989978 | 942842 | 906584 | 866516 |
| 9 | 993599 | 1018984 | 971848 | 935590 | 895522 |
| 10 | 993599 | 1018984 | 971848 | 935590 | 895522 |
| 11 | 1022605 | 1047990 | 1000854 | 964596 | 924528 |
| 12 | 1022605 | 1047990 | 1000854 | 964596 | 924528 |
| 13 | 1051611 | 1073372 | 1026236 | 989978 | 949910 |
| 14 | 1051611 | 1073372 | 1026236 | 989978 | 949910 |
| 15 | 1080617 | 1098754 | 1051618 | 1015360 | 975292 |
| 16 | 1080617 | 1098754 | 1051618 | 1015360 | 975292 |
| 17 | 1109623 | 1124136 | 1077000 | 1040742 | 1000674 |
| 18 | 1109623 | 1124136 | 1077000 | 1040742 | 1000674 |
| 19 | 1138629 | 1149518 | 1102382 | 1066124 | 1026056 |
| 20 | 1138629 | 1149518 | 1102382 | 1066124 | 1026056 |
| 21 | 1167635 | 1174900 | 1127764 | 1091506 | 1051438 |
| 22 | 1167635 | 1174900 | 1127764 | 1091506 | 1051438 |
| 23 | 1196641 | 1200282 | 1153146 | 1116888 | 1076820 |
| 24 | 1196641 | 1200282 | 1153146 | 1116888 | 1076820 |
| 25 | 1225647 | 1225664 | 1178528 | 1142270 | 1102202 |
| 26 | 1225647 | 1225664 | 1178528 | 1142270 | 1102202 |
| 27 | 1254653 | 1251046 | 1203910 | 1167652 | 1127584 |
| 28 | | 1251046 | 1203910 | 1167652 | 1127584 |
| 29 | | 1276428 | 1229292 | 1193034 | 1152966 |
| 30 | | 1276428 | 1229292 | 1193034 | 1152966 |
| 31 | | 1301810 | 1254674 | 1218416 | 1178348 |

| INDICIE | 24/8 | 24/D | 24/C | 24/3 |
|-----------------------------|-------------------------|--|--|--|
| Tussentijdse verhogingen | 3/1x21757 12/2x29006 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 |
| 0 | 734949 | 765160 | 757909 | 748845 |
| 1 | 756706 | 776041 | 768790 | 759726 |
| 2 | 778463 | 786922 | 779671 | 770607 |
| 3 | 800220 | 797803 | 790552 | 781488 |
| 4 | 800220 | 797803 | 790552 | 781488 |
| 5 | 829226 | 808684 | 801433 | 792369 |
| 6 | 829226 | 808684 | 801433 | 792369 |
| 7 | 858232 | 823186 | 815935 | 806871 |
| 8 | 858232 | 823186 | 815935 | 806871 |
| 9 | 887238 | 852192 | 844941 | 835877 |
| 10 | 887238 | 852192 | 844941 | 835877 |
| 11 | 916244 | 881198 | 873947 | 864883 |
| 12 | 916244 | 881198 | 873947 | 864883 |
| 13 | 945250 | 906580 | 899329 | 890265 |
| 14 | 945250 | 906580 | 899329 | 890265 |
| 15 | 974256 | 931962 | 924711 | 915647 |
| 16 | 974256 | 931962 | 924711 | 915647 |
| 17 | 1003262 | 957344 | 950093 | 941029 |
| 18 | 1003262 | 957344 | 950093 | 941029 |
| 19 | 1032268 | 982726 | 975475 | 966411 |
| 20 | 1032268 | 982726 | 975475 | 966411 |
| 21 | 1061274 | 1008108 | 1000857 | 991793 |
| 22 | 1061274 | 1008108 | 1000857 | 991793 |
| 23 | 1090280 | 1033490 | 1026239 | 1017175 |
| 24 | 1090280 | 1033490 | 1026239 | 1017175 |
| 25 | 1119286 | 1058872 | 1051621 | 1042557 |
| 26 | 1119286 | 1058872 | 1051621 | 1042557 |
| 27 | 1148292 | 1084254 | 1077003 | 1067939 |
| 28 | | 1084254 | 1077003 | 1067939 |
| 29 | | 1109636 | 1102385 | 1093321 |
| 30 | | 1109636 | 1102385 | 1093321 |
| 31 | | 1135018 | 1127767 | 1118703 |

| INDICIE | 24/2 | 24/1 | 23/2 | 23/1 | 22/4 |
|-----------------------------|--|--|---|--|---|
| Tussentijdse verhogingen | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14503 2/2x29006 10/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 9/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 1/2x29006 1/2x29005 9/2x25382 | 3/1x10881 1/2x10881 1/2x14502 2/2x29006 9/2x25382 |
| 0 | 730714 | 719836 | 689018 | 665449 | 620124 |
| 1 | 741595 | 730717 | 699899 | 676330 | 631005 |
| 2 | 752476 | 741598 | 710780 | 687211 | 641886 |
| 3 | 763357 | 752479 | 721661 | 698092 | 652767 |
| 4 | 763357 | 752479 | 721661 | 698092 | 652767 |
| 5 | 774238 | 763360 | 732542 | 708973 | 663648 |
| 6 | 774238 | 763360 | 732542 | 708973 | 663648 |
| 7 | 788740 | 777863 | 747044 | 723475 | 678150 |
| 8 | 788740 | 777863 | 747044 | 723475 | 678150 |
| 9 | 817746 | 806869 | 776050 | 752481 | 707156 |
| 10 | 817746 | 806869 | 776050 | 752481 | 707156 |
| 11 | 846752 | 835875 | 805056 | 781486 | 736162 |
| 12 | 846752 | 835875 | 805056 | 781486 | 736162 |
| 13 | 872134 | 861257 | 830438 | 806868 | 761544 |
| 14 | 872134 | 861257 | 830438 | 806868 | 761544 |
| 15 | 897516 | 886639 | 855820 | 832250 | 786926 |
| 16 | 897516 | 886639 | 855820 | 832250 | 786926 |
| 17 | 922898 | 912021 | 881202 | 857632 | 812308 |
| 18 | 922898 | 912021 | 881202 | 857632 | 812308 |
| 19 | 948280 | 937403 | 906584 | 883014 | 837690 |
| 20 | 948280 | 937403 | 906584 | 883014 | 837690 |
| 21 | 973662 | 962785 | 931966 | 908396 | 863072 |
| 22 | 973662 | 962785 | 931966 | 908396 | 863072 |
| 23 | 999044 | 988167 | 957348 | 933778 | 888454 |
| 24 | 999044 | 988167 | 957348 | 933778 | 888454 |
| 25 | 1024426 | 1013549 | 982730 | 959160 | 913836 |
| 26 | 1024426 | 1013549 | 982730 | 959160 | 913836 |
| 27 | 1049808 | 1038931 | 1008112 | 984542 | 939218 |
| 28 | 1049808 | 1038931 | 1008112 | 984542 | 939218 |
| 29 | 1075190 | 1064313 | 1033494 | 1009924 | 964600 |
| 30 | 1075190 | 1064313 | 1033494 | 1009924 | 964600 |
| 31 | 1100572 | 1089695 | | | |

| INDICIE | 35/2 | 35/1 | 34/5 | 34/4 | 34/C | 34/3 |
|--------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| Tussentijdse verhogingen | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 9/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 |
| 0 | 746638 | 626131 | 665296 | 639989 | 629142 | 614682 |
| 1 | 755677 | 635170 | 674335 | 649028 | 638181 | 623721 |
| 2 | 764716 | 644209 | 683374 | 658067 | 647220 | 632760 |
| 3 | 773755 | 653248 | 692413 | 667106 | 656259 | 641799 |
| 4 | 773755 | 653248 | 692413 | 667106 | 656259 | 641799 |
| 5 | 784604 | 664097 | 703262 | 677955 | 667108 | 652648 |
| 6 | 784604 | 664097 | 703262 | 677955 | 667108 | 652648 |
| 7 | 795453 | 674946 | 714111 | 688804 | 677957 | 663497 |
| 8 | 795453 | 674946 | 714111 | 688804 | 677957 | 663497 |
| 9 | 806302 | 685795 | 724960 | 699653 | 688806 | 674346 |
| 10 | 806302 | 685795 | 724960 | 699653 | 688806 | 674346 |
| 11 | 817151 | 696644 | 735809 | 710502 | 699655 | 685195 |
| 12 | 817151 | 696644 | 735809 | 710502 | 699655 | 685195 |
| 13 | 831611 | 711104 | 750269 | 724962 | 714115 | 699655 |
| 14 | 831611 | 711104 | 750269 | 724962 | 714115 | 699655 |
| 15 | 846071 | 725564 | 764729 | 739422 | 728575 | 714115 |
| 16 | 846071 | 725564 | 764729 | 739422 | 728575 | 714115 |
| 17 | 860531 | 740024 | 779189 | 753882 | 743035 | 728575 |
| 18 | 860531 | 740024 | 779189 | 753882 | 743035 | 728575 |
| 19 | 874991 | 754484 | 793649 | 768342 | 757495 | 743035 |
| 20 | 874991 | 754484 | 793649 | 768342 | 757495 | 743035 |
| 21 | 889451 | 768944 | 808109 | 782802 | 771955 | 757495 |
| 22 | 889451 | 768944 | 808109 | 782802 | 771955 | 757495 |
| 23 | 903911 | 783404 | 822569 | 797262 | 786415 | 771955 |
| 24 | 903911 | 783404 | 822569 | 797262 | 786415 | 771955 |
| 25 | 918371 | 797864 | 837029 | 811722 | 800875 | 786415 |
| 26 | 918371 | 797864 | 837029 | 811722 | 800875 | 786415 |
| 27 | 932831 | 812324 | 851489 | 826182 | 815335 | 800875 |
| 28 | 932831 | 812324 | 851489 | 826182 | 815335 | 800875 |
| 29 | 947291 | 826784 | 865949 | 840642 | 829795 | 815335 |
| 30 | 947291 | 826784 | 865949 | 840642 | 829795 | 815335 |
| 31 | 961751 | 841244 | 880409 | 855102 | | 829795 |

| INDICIE | 34/2 | 34/1 |
|-----------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Tussentijdse verhogingen | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 | 3/1x9039 4/2x10849 10/2x14460 |
| 0 | 589376 | 564070 |
| 1 | 598415 | 573109 |
| 2 | 607454 | 582148 |
| 3 | 616493 | 591187 |
| 4 | 616493 | 591187 |
| 5 | 627342 | 602036 |
| 6 | 627342 | 602036 |
| 7 | 638191 | 612885 |
| 8 | 638191 | 612885 |
| 9 | 649040 | 623734 |
| 10 | 649040 | 623734 |
| 11 | 659889 | 634583 |
| 12 | 659889 | 634583 |
| 13 | 674349 | 649043 |
| 14 | 674349 | 649043 |
| 15 | 688809 | 663503 |
| 16 | 688809 | 663503 |
| 17 | 703269 | 677963 |
| 18 | 703269 | 677963 |
| 19 | 717729 | 692423 |
| 20 | 717729 | 692423 |
| 21 | 732189 | 706883 |
| 22 | 732189 | 706883 |
| 23 | 746649 | 721343 |
| 24 | 746649 | 721343 |
| 25 | 761109 | 735803 |
| 26 | 761109 | 735803 |
| 27 | 775569 | 750263 |
| 28 | 775569 | 750263 |
| 29 | 790029 | 764723 |
| 30 | 790029 | 764723 |
| 31 | 804489 | 779183 |

| INDICIE | 44/3 | 44/1 | 43/5 |
|-----------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Tussentijdse verhogingen | 3/1x4586 7/2x6253 5/2x7106 | 3/1x4586 7/2x6253 5/2x7106 | 3/1x6576 7/2x6253 5/2x7106 |
| 0 | 561391 | 549341 | 516202 |
| 1 | 565977 | 553927 | 522778 |
| 2 | 570563 | 558513 | 529354 |
| 3 | 575149 | 563099 | 535930 |
| 4 | 575149 | 563099 | 535930 |
| 5 | 581402 | 569352 | 542183 |
| 6 | 581402 | 569352 | 542183 |
| 7 | 587655 | 575605 | 548436 |
| 8 | 587655 | 575605 | 548436 |
| 9 | 593908 | 581858 | 554689 |
| 10 | 593908 | 581858 | 554689 |
| 11 | 600161 | 588111 | 560942 |
| 12 | 600161 | 588111 | 560942 |
| 13 | 606414 | 594364 | 567195 |
| 14 | 606414 | 594364 | 567195 |
| 15 | 612667 | 600617 | 573448 |
| 16 | 612667 | 600617 | 573448 |
| 17 | 618920 | 606870 | 579701 |
| 18 | 618920 | 606870 | 579701 |
| 19 | 626026 | 613976 | 586807 |
| 20 | 626026 | 613976 | 586807 |
| 21 | 633132 | 621082 | 593913 |
| 22 | 633132 | 621082 | 593913 |
| 23 | 640238 | 628188 | 601019 |
| 24 | 640238 | 628188 | 601019 |
| 25 | 647344 | 635294 | 608125 |
| 26 | 647344 | 635294 | 608125 |
| 27 | 654450 | 642400 | 615231 |

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitster,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,
Ph. MAHOUX

BIJLAGE VI

1. Schaal 210/1S

| | |
|---------|----------------|
| Minimum | 610.000 |
| Trappen | 3(1) X 11.000 |
| | 14(2) X 24.500 |

2. Schaal 220/1S

| | |
|---------|----------------|
| Minimum | 610.000 |
| Trappen | 3(1) X 11.000 |
| | 14(2) X 24.500 |

De schaal wordt met een forfaitair bevorderingsbedrag van 114.000 verhoogd.

3. Schaal 270/2S

| | |
|---------|----------------|
| Minimum | 648.000 |
| Trappen | 3(1) X 11.000 |
| | 14(2) X 23.500 |

De schaal wordt met een forfaitair kwalificatiebedrag van 50.000 en een forfaitair bevorderingsbedrag van 48.000 verhoogd.

4. Schaal 270/3S

| | |
|---------|----------------|
| Minimum | 648.000 |
| Trappen | 3(1) X 11.000 |
| | 12(2) X 22.500 |

De schaal wordt met een forfaitair kwalificatiebedrag van 120.000 en een forfaitair bevorderingsbedrag van 52.500 verhoogd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Minister-Voorzitter,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,
Ph. MAHOUX